DOUCE FRANCE

le petit livre (qui voit)
rouge

Patrick Demuynck Seulange

Patrick Demuynck Seulange

Douce France

Le petit livre (qui voit) rouge

© Patrick Demuynck Seulange, 2019

ISBN numérique : 979-10-262-4596-4



Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

On connaît la Cour des Comptes qui régulièrement publie ses rapports sur ce qui fonctionne bien, moins bien, pas assez bien ou mal en France. Les conclusions de la Cour des Comptes n'obligent personne. Elles n'ont donc pas d'effet sur l'amélioration de notre vie. À l'inverse, les « cons » pèsent gravement sur notre existence et personne, hormis le dictionnaire, n'en tire les conséquences. « Imbécile, idiot » traduit le petit Larousse. Quand quelque chose est con, a minima c'est que c'est bête !

En France les cons sont partout car on est tous un jour ou l'autre le con de quelqu'un d'autre. Avec le temps on passe du rang de petit con à celui de vieux con (la maladie évolue mais n'est pas guérissable) tandis qu'au volant d'une voiture on se change en conard (avec un ou deux « n » selon la rage qu'il y a derrière), à l'occasion d'une première rencontre en ducon (hé ducon !), dans la vie de tous les jours en ducon-lajoie (quand on est heureux de choses que d'autres n'apprécient pas) et au féminin en conne (féminiser le mot n'en atténue pas le sens.) Les occasions d'user du « compliment » sont avec bien d'autres variantes chaque jour très nombreuses et la langue française, subtile, s'adapte avec nuances à toutes les situations. Sans rien changer au fond. Quand on est con on est con !

Etre français c'est donc être con ou du moins accepter de passer pour un con. À force de prendre les autres pour des cons, les français n'ont d'ailleurs que ce qu'ils méritent. C'est en quelque sorte leur contrat social. Mais le mot s'applique-t-il aussi à leur Président ? Pas facile de présider des cons. Il faut une sorte de vocation ou bien l'être soi-même. Quoi qu'il en soit, élu par des cons, le Président aura comme premier devoir de s'accommoder de leurs conneries (ou l'inverse). Et tout naturellement il deviendra très vite le roi des cons, la France ayant conservé, en dépit de ses révolutions et de … la cour des Comptes, les habitudes d'une monarchie.

Ce livret qui pourrait aussi s'intituler « journal d'un con écrit pour d'autres cons » veut dénoncer les faux-semblants, l'imposture et tout ce qui jour après jour affecte le moral des français du fait de choix, de lois, de droits et de principes attentatoires à la possibilité de vivre heureux ensemble. Il s'attaquera aux cons mais différemment des juges avec leur « mur des cons », donc en ciblant les faits plutôt que les personnes. En s'attaquant aux gens, ces juges ont trahi leur fonction et perdu notre respect car on n'est pas citoyen comme les

autres quand on a le pouvoir de jeter en prison.

Il a fallu attendre plus de 5 ans pour qu'un jugement condamne avec beaucoup de modération le syndicat de la magistrature (à l'époque un tiers de la profession) pour le trombinoscope « de cons » dont ses juges avaient habillé tout un mur. Une centaine de photos y étaient épinglées sous cet avertissement : « avant d'ajouter un con vérifiez qu'il n'y est pas déjà ». Quant aux juges en personne, qui avaient épinglé, ils exercent toujours, tirés à quatre épingles, sans le moindre regret. Ils n'ont pas été interpellés, interrogés, encore moins licenciés. Aujourd'hui sur un mur, demain entre quatre murs, les juges ont tous les droits. Mieux vaut pas s'y frotter. Napoléon voyait déjà dans le juge d'instruction le personnage le plus influent de l'empire. Toutes proportions gardées, la France revenue à des frontières plus modestes, est-ce que ça va mieux aujourd'hui ou est-ce que ça empire ?

Les juges devraient être exemplaires sauf … à prendre les gens pour des cons. Or c'est bien ce qu'ils font, sans qu'on leur donne tort puisqu'on est assez con pour s'en remettre à eux, aveuglément. « La justice tranchera, la justice suit son cours, je fais confiance en la justice de mon pays » entend-t-on régulièrement et à toutes occasions, elles-mêmes de plus en plus nombreuses. D'où viennent ces gens qui jugent au nom du peuple français ? Qui les a recrutés ? Comment sont-ils formés et quelle garantie apporte t-il au peuple d'être au-dessus de la mêlée ? Voici pourtant des questions qu'on pourrait se poser. Ces pages, polémiques, qui sonnent comme un coup de gueule, sont assorties de chansons. La musique adoucit les mœurs.

Douce France, le nouveau farwest

Merveilleuse littérature, innombrables sites et musées, raffinements d'autrefois, subtilités permanentes et … aujourd'hui beaucoup de temps libre, pas seulement aux terrasses de café en pleine semaine en plein après midi. Des 35 heures agrémentées de « pause-déjeuner », « pause-cigarettes » et « pause-café » aux RTT en passant par les « ponts » et les congés payés de toute nature, la France est un pays extraordinaire destiné au bien-vivre mais qui, sa vocation ratée, est loin d'être un modèle dans l'art du savoir vivre. Les français sont parmi les plus gros consommateurs de médicaments et de tranquillisants au monde.

Pourtant la France attire. Sur ses terres le regard des dieux s'est posé : deux collines sur un panorama unique et ce double délice, Sancerre et Chavignol, où l'inventivité des hommes s'est divinement surpassée. On n'est pas à Cannes ou dans l'olympe mais dans le terroir, ce domaine encore préservé de la France authentique, de la France qu'on jalouse et qui, le temps d'un séjour quand on n'y habite pas, fait oublier le monde. Ici ou là, et même encore plus loin, la France est belle et tempérée qui regorge de trésors pour le plaisir des yeux et les saveurs du palais. Beaucoup d'étrangers y viennent, instruits, curieux, gourmets, adeptes de parfums, de modes et haute couture, nostalgiques aussi des 3 mousquetaires de Dumas, du comte de Monte-Cristo, d'Hugo et Jean Valjean et, pour les plus entreprenants d'entre eux, du baiser à moustache de Guy de Maupassant. Si amoureux de la France (ou d'un de ses ressortissants) ils prolongent leur séjour, ils découvriront que le pays des Lumières s'est changé en pays des chimères obsédé par des mots, des principes, des théories décalées par rapport aux réalités ou aux nécessités. Et d'abord ces trois mots supposés nous unir, glorieusement inventés, quelque peu démodés : liberté, égalité, fraternité. S'ils créent l'exaltation nécessaire aux révolutions, ces mots, trop éloignés de la réalité des hommes, sont inopérants pour faire la cohésion sociale. Ils ne rassemblent pas, ne font pas un pays comme par exemple les anglais avec leur monarchie. Au contraire, ils fracturent la société entre les quelques uns qui les mettent en avant et les nombreux autres qui s'en moquent, comme de la République, en faisant de ses rues une cour des miracles avec ses tapis de prière, ses campings en hiver, ses poursuites policières ripostant aux casseurs, ses moustaches gauloises défilant bruyamment aux côtés de grandes gueules qui se disent insoumises, et puis ses insomniaques qui révolutionnent la nuit à en dormir debout. Le

journalisme télé s'en régale et maquille cet ensemble dissonant au nom de la liberté de pensée avec le parti pris du sensationnalisme propre à cette profession dont les interjections et hochements de mots combinent la langue de bois avec celle de Tartuffe et où tout ce « con » dit est dit sans avoir l'air de le dire car il faut avant tout préserver ses arrières, le danger vient de là, et poursuivre sa carrière.

Les mots et les principes ne sont bons que s'ils servent l'esprit, pour l'élever, ou la société pour l'améliorer. Ainsi de l'abolition de la peine de mort, et du renoncement à tuer exprimé par le vengeur Monte-Cristo alias Edmond Dantes parce qu'il est « un homme qui pareil à Satan s'est cru un instant l'égal de Dieu et qui a reconnu, avec toute l'humilité d'un chrétien, qu'aux mains de Dieu seul sont la suprême puissance et la sagesse infinie ». Message transposable à d'autres convictions, religieuses ou non, beaucoup d'autres raisons pouvant être avancées.

D'autres mots nous sont régulièrement servis dont on a plein la bouche : Etat de droit, démocratie, modèle social. On nous régale de mots. Or, j'en témoigne ici, il y a 30 ans, je séjournais au Guyana, l'ancienne colonie anglaise tout en haut de l'Amérique du sud : ça tirait dans les rues, castagnait dans les bars. On attendait des bus dont on n'était jamais sûrs, ni de l'heure d'arrivée, ni de l'heure de départ, ni du temps de trajet. Pas même sûrs d'arriver tant ils étaient peu sûrs. C'était le far-West, un pays de non droit. Cela me rappelle quelque chose. En France aujourd'hui, on est en guerre, en déficit, en sous-emploi, soumis à des règles et à des principes d'où résultent … les attentats, les trains bloqués, les universités occupées, les avions qui ne décollent plus, l'insurrection permanente dans les rues, les cités entre les mains des caïds et un système de justice impénétrable comme les voies du Seigneur. On nous prend pour des cons. La France est un Etat de droit où tout va de travers, un pays déprimant qui fait des déprimés. On l'a dit, les français sont gros consommateurs de médicaments et de tranquillisants.

chanson : Seulange « la brosse à reluire »

(écoutable sur youtube)

Ca brille ça brille Mais l'on est en famille Pour une petite fête entre nous Entre vous et moi Assis dans mon sofa Il n'y a que l'épaisseur d'un écran

plat / Invitées pour vous Quelques célébrités… Pour se dire les choses entre nous Pas de langue de bois … Mais la langue que comprennent … Nos ex-péripatéticiennes // (refrain) Faut dire c'est sûr Que ça ne manque pas d'allure Le monde des paillettes Les mini jupettes Et même si je les trompe Pétillants de plaisir Les gens n'ont pas honte D'aimer et d'applaudir // Le monde que je vous sers Juste pour le dessert C'est tarte à la crème et mots gras Je voudrais en changer ? Vous m'en r'demanderiez Et moi j'y perdrais mon métier / Le regretté Brassens Chantait qu'à plus de cinq Même les braves gens Deviennent des cons Rendez vous compte Combien devant la télé Vous êtes là À nous regarder // (refrain) // Cireur de pompes C'était autrefois Un métier qu'on ne choisissait pas Ça a bien changé grâce aux plateaux télé Où l'on cire les pompes à tout va / Ça brosse à reluire Vu que la pommade dans le dos On n'ose plus maintenant s'en servir Dans ce monde féministe nouvell'ment dévot Qui met plus d'accent sur ce mot //(refrain) //

Douce France, le pays des chochottes

Notre culture est chrétienne donc maso. Je tends l'autre joue à celui qui me frappe. Je célèbre le martyr face à la barbarie. Je comprends et soutiens les grévistes qui font grève à ma place. J'approuve les femmes qui avouent leur faiblesse face à la tentation du chocolat … en même temps qu'elles travaillent à l'éradication du mâle. Et je me réjouis d'avoir une justice tellement indépendante que les juges supposés la rendre au nom du peuple français la lui ont confisquée … et ne sont pas pressés de la rendre.

Quand on veut évoquer ce qui attente le plus à notre bonheur arrivent évidemment en tête les attaques terroristes et cette impensable perspective d'une insécurité chronique. Des années que ça dure et ça va continuer, nous dit-on. Il n'y a rien à faire car tout ce qui peut être fait est fait, n'en déplaise à tous ceux qui ne cherchent, entend-t-on dire aussi, qu'à briser l'unité nationale. Oh comme ça sent la connerie !

On est costaud, armé, chargé de faire régner l'ordre public. On sort de sa voiture incendiée quand il n'est plus d'autre choix pour s'offrir passivement aux coups qui pleuvent sur vous. Les parer partout où ils arrivent en excellent maître de l'esquive. En face, un « révolutionnaire » armé d'un grand bâton qu'un témoin de la scène, un quidam ordinaire, parvient à contrôler. Le gardien de l'ordre est aussi appelé gardien de la paix. C'est pourquoi il fait tout pour la garder, la paix, bien qu'on brûle son auto, avec arme et bagages, et lui-même dedans. Dans un pays où la moindre rayure déchaîne des colères folles … Ces images d'une grande violence face à un policier dont on dira positivement qu'il a su rester zen ont fait le tour du monde. Le représentant de l'ordre a été réconforté et récompensé. Il a fait de son mieux pour ne pas s'énerver.

Maintenant le terrorisme. Le terrorisme, c'est partout ! Mais en France c'est mieux (pour les terroristes) parce que c'est plus facile. Et là encore nos policiers font du mieux qu'ils peuvent pour ne pas s'énerver. S'énerver contre qui ? Contre ceux qui les dirigent. Il y aurait pourtant de quoi car d'après nos « experts », avis parmi les plus autorisés de juge (ou d'ancien juge) anti-terroriste, voici ce « con » en dit en mars 2018 :« Nos concepts intellectuels et nos modes de riposte n'en ont pas encore pris la mesure ». Cela fait pourtant des années que ça dure, le terrorisme, mais évidemment, avec cette manie « con » a,

très cartésienne, de vouloir tout expliquer, segmenter, traiter distinctement, avec à chaque étape un personnel spécialisé, il faut du temps. Surtout si en plus les services ne communiquent pas entre eux. Alors les problèmes, oui, sont bien identifiés, de fanatisme religieux, délinquance qui évolue en criminalité, trafics en tous genres, blanchiment d'argent, intimidation, règne du caïd dans les quartiers mais les solutions ? On court toujours après. On a pourtant tout inventé pour enrichir l'arsenal judiciaire, sous le contrôle permanent des ligues et des mouvements de défense des droits des uns ou des autres, jusqu'à ce dernier né, « la déradicalisation », très vite renommé, en langage châtiée, « désengagement de la violence » car en France c'est vrai, on châtie bien, avec beaucoup d'inventivité, mais surtout notre langue. Des lois, des règlements ont été empilés, les uns après les autres, mais à quoi servent les lois s'il manque l'autorité ? c'est à dire « le droit ou le pouvoir de commander, de se faire obéir » selon le Larousse de la langue française. Etrangeté de ce pays autrefois ripailleur, batailleur dont l'hymne national régulièrement entonné ne lui ressemble plus. Il faudra donc en revoir le texte devenu surréaliste (« aux armes citoyens formez vos bataillons ! Marchons, marchons ! Qu'un sang impur abreuve nos sillons ») pour le changer en un mieux adapté aux valeurs d'aujourd'hui, nouvelle philosophie et … sacrifices à venir car le massacre ne fait que commencer, ainsi qu'on nous l'annonce. Pourquoi pas (je propose) : aux larmes citoyens, mouillez vos édredons, pleurons pleurons contre ce mal qui dure et que nous subissons ?

Les drames se suivent et se ressemblent sur un même fond de fatalisme et d'incurie. On avait déjà eu la révélation d'un permis de port d'armes délivré au fiché S avant qu'il ne passe (ou ne repasse, on ne sait plus) à l'acte. En mars 2018, la France de nouveau en deuil découvre que le terroriste qui s'illustre cette fois a cet éloquent profil d'un français issu de l'émigration, délinquant multi récidiviste et comme par hasard lui aussi fiché S. Bon, mais fiché S, on nous explique que ce sont pour beaucoup des indics potentiels, des collaborateurs tôt ou tard et que c'est finalement grâce à cette engeance-là qu'on attrape les vrais et dangereux autres fichés S. Donc, le S n'est pas un critère de défiance et d'ailleurs, beaucoup se repentent.

Bon, admettons. Revenons au profil éloquent sans se polariser sur le S. Ben là, on va découvrir que le terroriste, il est français mais seulement depuis qu'il a 12 ans et parce que notre bon droit d'Etat de droit prévoit qu'un adulte faisant une demande de naturalisation peut la solliciter aussi pour son enfant mineur étranger qui réside avec lui habituellement ou … de temps en temps en cas de

divorce, donc qui réside à l'étranger avec sa mère. Alors, étranger, élevé différemment de notre bonne vieille école républicaine, le voici français à 12 ans notre terroriste en herbe. Non instruit de nos valeurs républicaines, il se pourrait même qu'il ait développé un esprit revanchard contre l'ancien colonisateur qui aujourd'hui l'accueille après avoir (comme beaucoup lui ont expliqué, dont nous-mêmes) pillé son pays, le « pays de son enfance », dont il conserve fièrement la nationalité. Il n'a même pas à choisir, on ne lui demande pas. Il s'adapte vite et assimile parfaitement les codes de notre conviviale et respectueuse patrie des droits de l'homme. Donc, il développe petit à petit, progressivement et sans gros risque son parcours de petit délinquant jusqu'aux premières condamnations, qu'il digère très bien (on veut tellement lui faire aimer la France qu'on est gentil avec lui, nombreux à le suivre, de cellules spécialisées en associations subventionnées, pour le comprendre et chercher à le réorienter) et vont faire de lui à 25 ans l'assassin des personnes croisées sur son chemin et ainsi remerciées pour le compte de la France de l'avoir accueilli à l'âge de ses 12 ans.

De la psychologie bon marché ? Oui, sûrement pour les professionnels diplômés en sciences sociales jaloux de leur savoir et abondamment subventionnés par un Etat lui-même jaloux de ses principes. Tous loin d'être enclins au mea culpa de ce gouverneur, Sergey Tsivilev, à genoux devant les enfants rescapés de ce coupable incendie survenu en Russie, également en mars 2018. En France on pleure mais on ne s'excuse jamais.

Combien d'attentats faudra-t-il encore avant qu'on adapte le droit français à cette guerre à laquelle, on nous le répète, nous sommes confrontés ? Et combien de victimes avant que nos gouvernants (ré)agissent « en bon père de famille » , selon la formule juridique autrefois consacrée ? Puisque les citoyens sont désarmés alors il faut un Etat renforcé et puisqu'on supprime en Europe les frontières alors tout autour il faut les renforcer. Et recourir une fois la peine purgée par tout délinquant naturalisé français depuis moins de 18 ans (âge de la majorité, durée de l'éducation) à une peine complémentaire d'interdiction du territoire assortie d'une expulsion menée jusqu'à son terme ? Impensables mesures car « ils », selon le discours dominant, auraient gagné en nous faisant changer notre démocratie ! Et encore une fois de mettre d'abord des principes en avant plutôt que le bon sens car oui, c'est aussi con que cela, c'est une affaire de principe dans un Etat dont on nous répète qu'il est de droit. Mais emmurer les fêtes, depuis Lille jusqu'à Nice, et contrôler les sacs de nos petites mamies,

comme on le fait maintenant, n’est-ce pas avoir déjà changé notre démocratie ?

Ce monde à l’envers donne à réfléchir puisque dans un Etat de droit tu meures inévitablement et sans combattre tandis que dans un Etat de non-droit tu te défends sans mourir forcément. De quoi se demander à qui profite le droit quand on le met dans un pareil état. Mais ça n’est pas tout. Celui dont on est sûr qu’il a tué, on le relâche parce qu’on manque de preuves formelles pour le maintenir en prison. Et celui dont on est sûr qu’il va recommencer à tuer, on le relâche aussi parce qu’il faut attendre qu’il recommence à tuer avant de l’arrêter de nouveau. Quant aux interpellations préventives basées sur un faisceau d’indices, n’y comptez pas. Tout le monde a bien trop peur de fâcher Marianne, digne, hautaine, suffisante, arc-boutée sur ses principes. On est en guerre ? A-t-on jamais gagné des guerres avec pareils principes ? Demandez à l’Angleterre si souvent victorieuse et qualifiée chez nous de « perfide Albion » et souvenons-nous, à l’inverse, de notre esprit chevaleresque et de son célèbre « tirez les premiers messieurs les anglais ! ». Cela nous colle à la peau cette manière de se laisser tuer. Pour la beauté du geste, sans doute, au pays de Dumas.

Mais les principes n’expliquent pas tout. Car, en plus, ça cafouille, ça se prend les pieds dans le tapis, avec, grande maladie incurable de la fonction publique, une coordination foireuse entre les uns et les autres (police locale et police nationale) assortie d’une distribution paralysante entre les différents corps armés où les uns sont sur place mais sans le droit de tirer tandis que les autres ont le droit mais sont trop loin pour intervenir. De quoi rappeler « l’étrange défaite » de 40 et sa ligne Maginot, les soldats disposant de fusils et cartouches mais faites pour d’autres fusils, les taxis de 14, la honte de 70 et fort Boyard construit pour rien à grands frais contre les anglais. Ajoutez à cela l’absence totale de préparation des commissariats à répondre aux appels des personnes en péril, des barrières en papier pour arrêter les camions-fous (on n’y avait pas pensé malgré qu’au Moyen-Orient et depuis des années, l’utilisation de véhicules chargés d’explosifs se pratique couramment), des caméras de surveillance positionnées partout mais qu’on ne regarde qu’après et on aura une idée réaliste de la situation dangereuse dans laquelle on se trouve. Situation d’autant plus dangereuse que son germe, après des années d’aveuglement et de laissez-faire, est partout répandu dans notre société, prêt à éclore. Alors sans attendre davantage que les uns ou les autres finissent par passer « l’arme à gauche » des mesures sont à prendre, urgentes. Des mesures de droite ! Qu’on imagine chacun sa fille faisant partie des prochaines victimes expiatoires et sans état d’âme on admettra que

l’Etat de droit dont on se gargarise à longueur d’attentats n’est pas la bonne réponse mais l’illustration de l’état défaillant de notre droit du moment. Du fait de mauvaises lois. Il faut donc les changer tout en gardant le cap sur un Etat de droit. Mais garder le cap n’empêche pas qu’on louvoie !

Les principes ne sont bons, éprouvés par le temps, que s’ils touchent non pas seulement le cœur mais aussi la raison. On conclura ici qu’une guerre ne peut être gagnée avec des lois qui sont faites pour la paix. Voyons maintenant comment, tout à l’inverse d’une reprise en mains, la France s’évertue à miner encore un peu plus notre moral grâce cette fois … au droit du travail. Juste après deux chansons : « Douce France » de Charles Trenet, chanson doublement emblématique puisqu’elle a inspiré il y a une vingtaine d’années à Rachid Taha et son groupe Carte de Séjour une reprise orientale et pacifique, puis « le mal de l’humanité » hélas ! beaucoup plus d’actualité.

Chanson : Seulange « Douce France » (Trénet, adaptation Seulange)

(écoutable sur youtube)

Chanson : Seulange « Le mal de l’humanité »

(écoutable sur youtube)

Vivre et toujours garder l’espoir Malgré nos pleurs Malgré tous les crimes Et malgré toutes nos erreurs De connaître un jour Une vie meilleure / Sortir, sortir de l’humanité Mourir pour d’effroyables idées Que même la violence Toutes les souffrances Jamais ! Des champs de bataille N’ont inspiré aux âmes qui vaillent / En assassinant des gens Revendiquant avec fierté Qu’on a tué des enfants Jamais barbare ne fut si loin de notre humanité / Qui pouvait imaginer Qu’un tel champ de déshonneur Fasse mourir avec fierté L’homo sapiens qui se croit supérieur À tout ce qui existe depuis la Création / Mais pauvre con ! Funeste oiseau de malheur ! La haine dans le cœur Toi le prédicateur T’es la honte de ta mère Qui te doit le regret Que d’avoir mis sur Terre Le mal de l’humanité / Et l’école ? Parlons-en de l’école Elle est loin l’école Tu n’y as pas appris Toutes tes idées folles Car l’école c’est la vie De tout ce qui progresse depuis la Création Pour rien ! /Qui pouvait pouvait pouvait On ne peut pas imaginer Qui pouvait pouvait

pouvait Imaginer le mal de l’humanité L’humanité ! / Vivre et toujours garder l’espoir Malgré nos pleurs Malgré tous les crimes Et malgré toutes nos erreurs De connaître un jour une vie meilleure

Douce France, le syndrome de Gavroche

Si on n’a pas de stratégie contre les attaques terroristes, rien n’interdit aux terroristes d’opter par exemple pour celle-ci : laisser le pays se suicider tout seul. Au nom d’Allah revendiquer les grèves et rien de plus. Ne pas intervenir, la France se charge de tout. Mais le monde n’est pas si simple qui fait que les menaces s’additionnent, entre un pays qui a perdu le nord et des attaques terroristes à redouter chaque jour.

Les enfants gâtés de la république font grève avec notre train. Sacrilège ! Le train est à tout le monde et personne n’a le droit de l’empêcher de rouler. Cela aussi, autant que le droit de grève, devrait être inscrit dans la Constitution. Le train c’est le mouvement, jusque dans notre langue où l’on dit depuis toujours « je suis en train d’avancer » au lieu d’un simple « j’avance ». Par contre, et ça c’est récent, on appelle maintenant la grève non plus « arrêt collectif et concerté du travail pour des raisons économiques ou politiques » mais « mouvement social ». C’est d’autant plus surprenant que ce « mouvement » produit exactement l’effet inverse : il immobilise. Ainsi, qu’on se le dise dans notre pays subtil, l’absence de mouvement des trains résulte d’un « mouvement social », belle expression dénichée par nos meilleurs linguistes pour justifier l’injustifiable et enjoliver le chaos que les grèves produisent. C’est exactement l’intention : dédramatiser, apprivoiser avec des mots et ne plus voir dans les grévistes que d’aimables galopins et surtout pas des opposants. Au stade suivant on pourra même surprendre un ministre contenant son amusement tandis qu’on évoque devant lui les milliers de radars routiers saccagés. Ah ces français, quelle incroyable turbulence ! Juges, grévistes, protestataires, tous camarades solidaires avec le français ordinaire ! Une république de potaches, s’il n’y avait les conséquences ... Qui va payer les pots cassés d’autant que la note est salée ?

Trains et mouvements sociaux sont devenus indissociables qui « marchent » ensemble l’un contre l’autre. Voyons comment ça se passe avec, d’abord, ce petit détour. En région parisienne, on est moderne, on est soucieux du bonheur des gens et préoccupés de l’intégrité et de l’aisance des femmes. Alors, toutes les dix-quinze minutes des messages d’alerte résonnent dans les gares et dans les couloirs contre les peloteurs frotteurs. Très anxiogènes ces messages, comme en temps de guerre pour se rendre aux abris. Il y a aussi les panneaux d’info qui véhiculent les mêmes alertes avec téléphone où appeler et conseils sur la

conduite à tenir. Un mois plus tard, les grèves. Là, on oublie tout : et les kamikazes terroristes, et les peloteurs frotteurs dans les trains et les métros. Pressés comme des sardines, les gens, les femmes sont contents. Ils sont dans un train qui les amène au boulot ou les ramène chez eux. Quitte à se faire peloter, un peu, beaucoup, cette fois tout le monde s'en fout.

Oubliée aussi la Cop21 et les changements climatiques dus à l'activité humaine, donc aux « mouvements sociaux » et aux effroyables embouteillages qu'ils provoquent. Idem concernant l'état de guerre et la nécessité de renforcer la sécurité face au terrorisme. C'est quand même pas les terroristes qui vont nous dicter notre façon d'empêcher de rouler en rond ! Et puis la lutte contre le chômage ? Saura-t-on un jour combien d'emplois du privé disparaissent pour fait de grèves dans le public ? Surtout pas le savoir. Quant au nombre d'heures de travail perdues, quand on le saura il sera de toute façon trop tard pour y remédier. Alors ça intéressera qui ?

Dans la rue, sur le passage du président de la république venu se frotter lui aussi au bon peuple, des sifflets puis devant la caméra l'interpellation d'un cheminot en colère. Moi, dit le jeune cheminot, j'ai un gamin qui a deux ans et je lui dis ce qu'il doit faire. Mais c'est pas pour autant qu'il va m'écouter et qu'il va le faire. Non, au contraire ! Donc le Président qui est là devant lui, qui lui parle, qui lui explique ce qu'il veut faire et pourquoi, ne l'a pas convaincu, ce jeune cheminot « de 2 ans » d'âge mental qui bloque la France certain de son bon droit. Il est où le gap si ce n'est chez le père qui parle ainsi et chez le président qui perd son temps à l'écouter ? Tandis que la France s'écroule.

Un autre, au guichet, harassé par ses journées de 7 heures (9h-16h) et 35 par semaine explique que le weekend venu, s'il n'est pas trop fatigué pour envisager un petit voyage grâce à son train gratuit, de toute façon il ne le fera pas car il lui restera à payer l'hôtel et les restaurants. Loin d'être riche, il ne gagne que 1600 euros (nets) par mois. Et d'ajouter encore que la retraite régime-spécial à 52 ans (ou 57 pour les administratifs dans les bureaux), c'est bien mais c'est pas pour tout de suite. Nous les jeunes cheminots de 30 ans, il nous faut bosser encore plus de 20 ans.

Qui aujourd'hui peut encore transmettre, après en France tant de révolutions, protestations, manifestations, déclamations d'un monde à part, singulier, irréductible et qui se dit régi par la liberté, l'égalité, la fraternité ce privilège de voyager gratis, privilège non seulement acquis pour soi-même mais étendu à

tous les autres que sont ses enfants, ses parents, ses beaux parents, bref à toute sa famille très largement et généreusement élargie ? Et privilège de surcroît exonéré de charges et d'impôt tandis que la compagnie fait peser sur le contribuable français 50 milliards de dette !

Ce statut particulier issu souvent de la cooptation et synonyme d'avantages hors du commun transmissibles de père en fils dans cette aristocratie inattendue qu'est devenue sans le dire la sncf, du plus simple au plus cadre, va progressivement prendre fin. Cette « révolution » est menée contre les cheminots (ainsi qu'on appelle, depuis 1872, les employés des chemins de fer), mais aussi comme certains voudraient le faire croire contre le peuple lui-même … c'est à dire beaucoup plus sûrement contre les bobos adeptes de la grève par procuration, du covoiturage et du télétravail, ces différentes options n'ayant rien de populaire.

Cette révolution sera-t-elle possible ? Les cadres de l'entreprise, les hauts-niveaux qui s'abritaient derrière le peuple des cheminots pour cacher leurs privilèges sont confrontés à cette contradiction que les simplets des rangs du dessous (deux ans d'âge) ne peuvent assimiler : intellos, progressistes, humanistes comment pourraient-ils être plus longtemps réfractaires à la solidarité nationale ? 50 milliards, quand même ... Alors bon ! Contre mauvaise fortune bon cœur d'autant que ça ne s'appliquera qu'aux futurs embauchés. Et puis on trouvera bien autre chose pour compenser.

Pendant ce temps-là, le journalisme s'époumone sur le thème là encore de la guerre : « La bataille du rail ! Qui remportera la guerre de l'opinion publique ? Chaque camp reste sur ses positions ! » Entre un gouvernement qui, quoi qu'on en pense, a été élu selon les règles de notre démocratie pour gouverner la France et des syndicats subventionnés dont la représentativité est plus que discutable, et au sein du monde du travail et plus encore au sein de la société française, le journalisme ne fait pas la différence. Et rappelle encore une fois que la France est en guerre. Que la population de la cinquième puissance du monde (selon ce « con » nous affirme) ne dispose pas de trains et souffre les pires misères pour aller travailler, ça n'est pas le sujet et n'intéresse personne … de ces journalistes qui savent mieux que personne ce qui intéresse la France. Aucun d'entre eux, jamais, ne s'interroge sur notre Etat de droit, cet état actuel de notre droit et cette Constitution française qui autorisent une petite minorité loin d'être défavorisée à bloquer un pays tout entier et à désespérer familles et travailleurs empêchés de

se rendre au travail. Au nom des droits acquis et avec, paraît-il, l'approbation de l'opinion publique nostalgique de Gavroche. Ah mais, demande Gavroche, il est où le problème ? Résumons le ici : il est question de réformer la sncf, d'une part parce que son activité dégage 50 milliards de déficit, d'autre part parce que le marché du train doit s'ouvrir à la concurrence. Cette réforme repoussée depuis des années est nécessaire pour réduire la dette et la dépense publique, monstres sacrés dont depuis des lustres on nous rebat constamment les oreilles. On aurait pu ajouter pour réformer le système des retraites sans prendre toujours aux mêmes et en alignant tout le monde sur les mêmes efforts. Mais de ça on évite de parler. On est la France de l'égalité seulement quand ça pousse vers le haut. Donc, le problème est que la « sncf 27 pour cent plus cher » (chiffre servi par les syndicalistes eux-mêmes) produit un énorme déficit auquel à peu près tout le monde convient qu'il est temps de remédier mais … sans rien changer et surtout pas la sncf dont, nous rappelle-t-on régulièrement, les français raffolent. Faisons l'idiot puisque les français aiment jouer aux cons et un pari, juste pour les rassurer : avec le concours de notre langue française, si riche si raffinée, on arrivera sûrement à trouver quelque chose qui rimera mieux avec service public sans pour autant changer de nom ! En attendant le concours et pour donner la direction, j'improvise : pourquoi pas « Société Nationale des Consommateurs du Ferroviaire » ? C'est moins joli, c'est vrai, mais si ça marche mieux ? La Société Nationale des Chemins de Fer fait donc aujourd'hui plus de 50 milliards de résultat déficitaire. Beaucoup de raisons à cela mais par exemple celle-ci : 25% à cause de la mauvaise productivité de ceux qui y travaillent (toutes catégories confondues, les chefs, les grands, les moyens, les petits et tous ceux qui sont pas chefs.) 25% ça fait quand même 12,5 milliards ! Largement de quoi justifier qu'on y remédie car rien à voir ici avec la dégradation du service public et l'abandon des petites lignes pas rentables mais tout à voir avec le travail mal fait, l'amateurisme et l'irresponsabilité qui fait s'amuser le dimanche des familles de cheminot à tester de nouvelles rames jusqu'à l'accident mortel, ou fabriquer des trains qui mal dimensionnés ne peuvent ensuite rentrer dans les gares et puis … des grèves qui coûtent chaque fois des sommes astronomiques à la Société Nationale des … c'est à dire à la France (20 millions par jour, 1 milliard en 2018 a-t-on pu lire ici ou là). Ah mais la France par ailleurs, comment s'en sort-elle ? Chut, secret d'Etat ! Les zéros pleuvent, la France est riche ! Encore et encore des milliards bien sûr, entre les gens qui ne peuvent se rendre à leur travail, les faillites d'entreprise, les incidents, les accidents, les dépressions, les hospitalisations etc. Plus tous les touristes, français, étrangers qui préfèrent

annuler leur voyage. Combien d'argent gaspillé, de devises perdues, de commerces mis en difficulté et d'énergies dépensées ? Ne posez pas de telles questions, c'est incongru, la France est en guerre avec elle-même. Comment pourrait-elle y répondre sans que ça ne fâche davantage ? Et puis d'ailleurs, tant que les terroristes ne s'en mêlent pas malgré le carton que représentent tous les gens entassés cherchant à prendre le train ![1].

En pédagogue désireux de transmettre un message, on conclura sobrement qu'il faut être con pour oser appeler « clients » les obligés du train empêchés d'en user[2] et encore plus con pour accepter ce mauvais marketing servi par des gens qui ne savent rien du commerce et donc rien de cette règle qui partout le régit : le client est roi. Pas de client pas de travail, pas de travail pas de revenu. Pour ne pas comprendre ça, il faut aimer passionnément Johnny pour qui les télés ont montré des fans pleurer durant toute une semaine alors qu'elles n'ont (presque) rien dit de la souffrance des gens face aux méfaits du train. Des gens qui, cerise sur le gâteau, devront bientôt payer par de nouveaux impôts la dette que reprendra l'Etat (50 milliards maintenant alourdis d'1 milliard supplémentaire depuis les dernières grèves). Plus le coût occasionné par toutes les marches protestataires qui vont de pair avec les grèves et qu'il faut, sécurité oblige, encadrer à grand renfort de policiers. L'impôt viendra gommer tout ça, sinon le déficit quand le contribuable toujours compréhensif (le contribuable est en France partout et en toutes occasions remercié pour sa compréhension) aura des états d'âme. Consentir à l'impôt, sourire à la démocratie parfois peut faire tousser … en dépit des efforts de la bien-pensance journalistique « TV d'elle-même » pour faire le monde chaque jour à son image.

Alors quelques questions que la liberté de la presse ne fait pas se poser : de quel droit le droit de grève, presqu'un siècle et demi après le souffle de Germinal (« un seul peuple fraternel faisant du monde une cité unique de paix, de vérité et de justice » E. Zola) et 40 ans après le « Toujours plus » pour rien de F. de Closets, prévaudrait-il sur celui de travailler ? Pourquoi le droit d'être transporté est-il à ce point bafoué alors qu'il touche à une liberté fondamentale qui est celle d'accéder à l'emploi ? Sans compter le fait d'obtenir en retour le service qu'on a payé ...

Une explication peut être avancée. En France il y a tant de « pré-carré », tant d'avantages cachés (les comités, les conventions collectives en sont la clé de voute) que chacun tient à « sa petite entreprise » de bonus et faveurs,

d’exonération de ceci ou d’exemption de cela et donc chacun a peur de perdre ce qui chez l’autre sera d’abord lâché. Effet de boules de neige, logique de dominos. Quant aux cheminots qui tout spécialement ont le train dans la peau (on en a compris les raisons plus haut), ils ne lâcheront rien : leur nuit du 4 août ça n’est pas pour demain. On est ici face au syndrome de Gavroche qui n’en demandait pas tant d’une telle postérité.

De fait, la Constitution française, avec son droit de grève inscrit dans le marbre, conduit à cette exagération d’un pays pieds et mains liés face aux revendications d’une petite minorité. Alors, c’est l’avantage de ce pays lettré qui ne manque pas de références, on s’indigne avec Zola, on pleure avec Hugo, on se dit solidaires. Mais c’est quoi être solidaires ? Voyons encore une fois le dictionnaire. Solidarité : « dépendance réciproque, sentiment qui pousse les hommes à s’accorder une aide mutuelle ». Poussons un peu plus loin, avec le mot « fraternité » : « lien de solidarité et d’amitié qui existe entre les hommes, sentiment d’appartenir à une même communauté, la grande fraternité humaine ». Bigre ! La barre n’est elle pas un peu haute ? D’ailleurs, la solidarité, on ne la trouve que chez les marins qui savent comme la mer est dangereuse, comme la mer est féroce et qu’il faut, tous contre elle, savoir se secourir, se montrer solidaires. Quand la démocratie aura fini de déconner, on rappellera ça à tous les influents qui font la France d’aujourd’hui et on enlèvera au mot constitution ses 3 premières lettres. Mais c’est loin d’être gagné. La fraternité, qui n’était jusqu’alors qu’une sorte de devise, vient de se voir reconnaître par les « Sages » (juillet 2018) la valeur d’un principe constitutionnel. Exactement en même temps, dans les couloirs du Chatelet, des familles entières d’immigrés tous les dix pas avaient la main tendue. Nos Sages ne prennent pas le métro, contrairement à David Camerone qui y tenait meeting mais … a perdu les élections.

<u>Chanson : Seulange « envie de train »</u>

<u>(écoutable sur youtube)</u>

On rêvait gamins d’avoir un petit train Un train Electrique Comm’un’ idée fixe De s’en aller Peut-être voyager Le long des vaches et des prés carrés On rêvait d’une autre vie Que le train train De nos vieux établis Le

long des vaches et des prés carrés / Il y a longtemps Le train allait bon train Il allait de l'avant Et avec de l'entrain Il y a longtemps Le train était content Et tous les gens / Pas comme ce train de banlieue Qui n'répond qu'à ce Besoin d'se trimbaler D'aller bosser (Qu'il roule pour nous Qu'il roule pour nous) Et pour bosser Etre transportés / Mais où est-il ? Mais où est-il donc ? Ce train de banlieue Que j'attends nom de Dieu Je fais le rêve Très populo D'avoir le droit Le droit nouveau D'aller au boulot (Qu'il roule pour nous Qu'il roule pour nous) / Quand j'fais des rêves Il faut qu' je l'dise Il y a des grèves Qui me les brisent (Qu'il roule pour nous Qu'il roule pour nous) / Il y a longtemps Le train allait bon train Il allait de l'avant Et avec de l'entrain Il y a longtemps Le train était content (Faites un concile ! Faut un concile !) Mais où est-il le train ? Mais où est-il ? Mais il est là-bas Le v'là qui s'en va Mais où est-il Mais où est-il donc ? Oh ! Non ! Non ! Il est là-bas Le v'là qui s'en va !

Douce France, le pays des caïds

Pas de train et … pas d'école du fait de grèves ou d'aménagement d'emplois du temps prenant en compte les ponts et jours fériés. Il n'est pas tous les jours facile de travailler et vivre en France mais, question d'habitude ? on trouve des solutions. Face à ce grand désordre qui fait régulièrement de la France l'un des plus grands bordels du monde, il reste le « système D ». Mais si votre condition modeste vous oblige à vivre dans certaines banlieues, ces fameuses zones dites de « non-droit » où la police elle-même peine à s'aventurer, alors il n'y a plus que le « chacun pour soi » ou bien le « sauve qui peut ».

En France, dans certains quartiers, il y a des caïds et ils sont tout puissants, jusqu'à, de temps en temps, s'entretuer entre eux, au milieu de la chaussée et au milieu des gens. C'est pas la vendetta, c'est pas la maffia, c'est le voisin de palier qu'il occupe toute la journée pour les besoins juteux de ses nombreux trafics et contre lesquels le pays de chochottes n'a trouvé d'autre solution que de quitter les lieux. Ben oui, c'est connu, c'est celui qu'est gêné qui s'en va. Alors, on vide les immeubles des gens honnêtes qui les habitent comme on pratique les licenciements secs (on ne remplace pas ceux qui partent) en espérant qu'au bout de quelques années, des décennies, il n'y aura plus personne ici que les malfrats. C'est subtil et constitutionnel. Pas de violence, pas de procès, pas d'emprisonnement. On met les honnêtes gens ailleurs. Du coup, on s'attend à quoi ? À ce que les trafico-narcico-toxico-maffioso se convertissent à d'honnêtes métiers ? Evidemment pas, on n'est quand même pas si cons ! On ne s'attend à rien mais dans notre Etat de droit et en l'état actuel du droit il n'existe pas d'autre solution. Du moins aurons-nous permis à des familles entières, dont on parle peu, de ne pas subir le Farwest plus longtemps.

Toutes les politiques de la ville et les raisonnements traitant de l'influence des tours d'habitation à 10 ou 4 étages ne changeront rien à l'affaire. De l'argent, des moyens, il en faudra toujours et toujours davantage mais pour que ça paye, qu'il y ait du résultat il faudra oui de la générosité mais surtout de l'exemplarité, de la fermeté et … une autre mentalité. Il y a 20 ans déjà, la République était accusée d'avoir échoué dans sa politique d'intégration. Les jeunes des quartiers, les immigrés, les beurs ne pouvaient accéder à des fonctions élevées dans le salariat, la fonction publique, les professions libérales disaient les journaux et même quelques chansons. C'était vrai mais depuis beaucoup d'eau a coulé sous les

ponts grâce à la pompe … à fric et l'ascenseur social, au moins pour celles et ceux qui se sont reconnus dans un Parti ou dans un syndicat, mais pas seulement. Pour autant, le problème des banlieues s'est aggravé. Sans doute le diagnostic était-il insuffisant et je me souviens quant à moi de l'ancien légionnaire qui gardait solidement ma cité tout comme du « monsieur ascenseur » qui ne remettait pas l'ascenseur en marche tant qu'on ne lui avait pas retrouvé le portefeuilles volé dans sa voiture. Autre forme de solidarité ? Une autre mentalité ! C'était dans les années 60, un autre temps mais déjà, en France, une démocratie. Un de mes camarades de l'époque résume que c'était au temps où la France « en avait ». Avait quoi ? Je dirais : « du caractère », pour ne rien devoir à la jolie formule d'Alexis de Tocqueville annonçant qu'en démocratie « les ressorts de l'âme se détendent sans bruit. »

On ne peut espérer du patchwork culturel, ethnique, religieux que constitue notre société aujourd'hui qu'il se discipline tout seul et une démocratie au ventre mou ne fera pas l'affaire. Notre démocratie n'est pas la gouvernance du peuple mais sa déshérence du fait de son éparpillement entre les communautarismes actifs, les corporatismes exacerbés, l'individualisme contraint et les valeurs qui partent à la dérive sans plus unir personne. Dans les rues, les quartiers, dans de très nombreuses têtes, l'insurrection est maintenant permanente. La république bat de l'aile. Comme autrefois les Gaules, la France est désunie, le peuple français n'existant plus. Et nos quartiers (eux aussi) sont en guerre !

Osons quelques idées pour reconstruire le pays par des voies pacifiques avec ce préalable indispensable de repenser l'école, et d'abord l'objectif qu'elle s'assigne[3]. L'école s'est imposée contre les familles au 17ème siècle pour alphabétiser[4]. Elle doit « contre » la démocratie du 21ème siècle « enrégimenter » en même temps qu'elle instruit, c'est à dire en réaction à tout ce qui porte atteinte au républicanisme[5] s'inscrire dans un cadre formel, moral et disciplinaire. Pour instruire, éduquer, et finalement … insérer.

On apprend aux enfants en bas âge à prendre conscience progressivement de leurs actes et de l'impact qu'ils ont sur les autres. Cette éducation dispensée aux bambins dès leurs tous premiers pas se fonde sur une morale sans laquelle ils seraient « mal élevés » (dis bonjour à la dame …), sans laquelle ils pourraient entre eux se nuire ou se blesser (c'est pas bien ce que tu lui as fait, regarde il pleure et il a mal …) ; une morale qui les invite aussi à partager (tu lui en donnes un peu, regarde tu en as beaucoup…) On leur apprend ainsi à vivre et à

grandir en société. Plus grands, tout ça est oublié !

Il faut donc que l'école, sitôt qu'elle est en charge d'accueillir les enfants, prenne la relève des familles et (en continuation ou à la place de) se fasse un devoir d'assurer cette éducation-là. Généralement, cela est bien fait par l'école primaire mais les choses se gâtent dès l'école secondaire et s'aggravent au moment de l'orientation, ségrégative en France[6], en voie généraliste ou en voie professionnelle, cette dernière étant perçue comme relevant d'une école de seconde classe. L'école, à vouloir faire à tous prix des bacheliers, inspire elle-même cette distinction. Son uniformisation à marche forcée de l'obtention des savoirs conduit in fine à l'exclusion. Elle fige dans l'échec tous ceux (car il en reste …) qui n'arrivent pas jusque là.

Il est grand temps d'en finir avec cette société à deux étages et cette discrimination entre ceux qui peuvent le plus et ceux qui peuvent le moins. Et faire place à ceux qui peuvent autrement. Tous les chemins mènent à Rome pourvu qu'on ait décidé de s'y rendre et qu'on trouve libres les voies d'accès. Il faut changer de système avec l'idée que dans la vie il n'est jamais trop tard pour apprendre. Ainsi changer les mentalités et promouvoir non pas l'égalité des chances qui requiert le forceps mais l'égalité des jugements qu'on porte sur les élèves quelle que soit la voie choisie. Respecter la diversité des talents et multiplier les passerelles grâce auxquelles ce qui n'est pas fait tout de suite pourra l'être plus tard, avec une conception moins restrictive de ce qu'on a appelé l'école de la seconde chance. Cette formule résume bien le système : quand on a manqué sa chance à l'école (les raisons peuvent être multiples dont évidemment celle de sa naissance), dans le meilleur des cas on pourra tenter sa chance une seconde fois. Après, basta ! Tout le contraire de ce dont la France a besoin : favoriser l'accessibilité des formations pour pouvoir apprendre tout au long de la vie et ensuite, cette nouvelle habitude étant prise, favoriser la mobilité des carrières.

Avec la volonté de loger tout le monde à la même enseigne républicaine, cette école nouvelle qu'on appelle de nos vœux s'inspirera, pour toutes les filières, généraliste ou professionnelle, du brillant modèle de l'école polytechnique (uniforme, esprit de corps, identification à son école). Avec, comme à l'américaine, son équipe de foot, son orchestre et caetera … c'est à dire tout ce qui donne le sentiment d'appartenir à un groupe dont on est fier et qui offre à chacun la possibilité de briller parce qu'il est le meilleur, à un moment donné,

dans sa spécialité, sa singularité. Il n'y a pas de voies de garage pour la connaissance, ni de classes et apprentis de seconde zone et toutes les instructions, tous les enseignements sont bons à prendre qui dispensent un savoir, délivrent une qualification. Au final, c'est la loi du marché qui fait l'intelligence et le prix qu'on la paye. Mieux vaut être le plombier que tout le monde s'arrache que le bac plus quelque chose qui pointe à Pôle emploi. Les métiers manuels ont aujourd'hui le vent en poupe. Le maçon, le plombier, l'électricien ont de l'or dans les mains et plus encore, avec l'allongement de la durée de la vie et le papyboum qui s'amplifie. Qui, trempé d'arthrose, arrive encore à maîtriser son chez-soi ?

L'enseignement à tous du secourisme contribuera aussi à ce nouvel état d'esprit tout en constituant une passerelle permettant de maintenir, salutairement, le contact entre tous les élèves des différents établissements. La main qui vous sauve, même si elle a tremblé, le sauveur le sauvé ne l'oublieront jamais. Et puisqu'au pays de Rabelais « science sans conscience n'est que ruine de l'âme », tous les diplômes devront exercer le sens des responsabilités c'est à dire la capacité d'assumer et de faire accepter ce qu'on fait à partir d'une réflexion sur soi-même et le travail qu'on produit. Très utile plus tard, dans l'exercice d'un métier, si on veut éviter les travers de toutes les technocraties, petites ou grandes, dont l'humain est capable ...

Poussons plus loin avec les vieilles recettes puisque c'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes. Revenir, quoi de plus naturel puisque nous sommes en guerre, au service militaire obligatoire ou son alternative, un service civil d'envergure. Dans la continuité de l'école, douze mois de vie commune derrière un même drapeau bleu blanc rouge de conquête du savoir qu'on prendra chez les autres en vivant auprès d'eux dans un même uniforme. À devoir vivre ensemble quelque chose se passera qui est à l'origine de toutes les sociétés quand il faut s'accepter, quand il faut se comprendre pour finalement, malgré les différences, réussir à s'entendre. Il faudra s'écouter, il faudra composer car on n'a pas le choix … quand on dort sous le même toit et qu'il faut concilier la tête et les mains, le muscle et la pensée, à l'exemple des sportifs qui visent le sommet. Pour être profitable, cette expérience de vie commune devra s'inscrire dans la durée, et comme c'est contraire aux habitudes et moeurs d'aujourd'hui, sera menée comme un entraînement nécessitant un bon encadrement. Qui sera l'entraîneur ? Une forme de scout-éducateur mêlé d'adjudant-chef dont l'art vaudra de l'or. Personnage capital au savoir-faire

polyvalent (une pointe d'armée, une pointe de pédago, un zeste de curé) chargé de canaliser et juguler toute la violence du monde ! Faudra bien le choisir. Faudra bien le payer. De lui dépendra la nouvelle république !

Face aux turbulences d'une société que l'actualité incite au « coup pour coup », il faut, comme une sorte de new deal, ouvrir ce grand chantier ; plutôt que de distribuer des gâteries au « coup par coup » sitôt qu'un pétard pète ... Alors le patriotisme reprendra des couleurs, celles de son pays qui sait, parce qu'il est éclairé, que le patriotisme, c'est comme l'amour, ça ne se décrète pas.

Un pays qu'on aime est aussi un pays où « un sou est un sou » … car tant de causes et tant de gens en manquent. Allons voir en effet non plus cette fois dans les quartiers mais dans les centres villes. Aux abords des commerces s'offre le désolant spectacle des SDF. Parfois sobres, souvent alcoolisés, assis sur les trottoirs mais quelquefois couchés, ils saluent le passant dans l'attente d'une monnaie en retour. La mendicité n'est plus un délit mais elle est soumise à des règles. Ces règles sont appliquées plus ou moins strictement selon les villes où s'imposent désormais ces tous nouveaux « métiers » de SDF, c'est à dire à peu près partout en France. Ce désolant spectacle est devenu une véritable institution, un décorum inévitable qui fait l'entrée des magasins et au sortir … la bonne conscience des gens qui donnent un peu d'argent. Combien sont-ils, ces SDF, à exercer dans tout le pays cette sorte de médiation involontaire entre une France qui va payer cher ses fruits et légumes au marché et cette humanité en perdition qu'il n'est même plus besoin de cacher tant on l'a banalisée ?

Beaucoup d'entre eux ont connu jeunes la maltraitance et ont été « placés » en foyers ou en familles d'accueil (l'assistance publique d'autrefois). Qu'on entende bien ce mot, maltraitance, tandis qu'il s'agit d'un bébé né parmi tous les autres, en France, puis d'un tout petit enfant, fragile, démuni, seul et sans repères, qui, jour après jour, grandit et ne connaît que ça. La maltraitance ! Dans ce siècle moderne où tout est dépisté pour conjurer la mort et vivre centenaire !

À 18 ans, décrétés majeurs, quelle que soit leur impréparation à affronter la vie, on ne peut plus rien pour eux. 7 milliards par an sont consacrés à la protection de l'enfance et aux services sociaux spécialisés. Pourtant, niés, brisés, violentés, ces enfants ont grandi à part de la normalité (conférer le livre accablant de L. Lyes : « L'enfer des foyers » publié chez Flammarion.) Comment après tout ça pourrait-il s'inventer un avenir ?

Environ 10% des enfants qui naissent en France (un peu moins de 800 000 par an) deviennent des enfants « en danger », un sur quatre pour cause de maltraitance (abus sexuels, violences physiques, psychologiques ou négligences graves.) Les père et mère eux-mêmes peuvent être les tortionnaires. Par suite de quelle dérive, chaos de la pensée ? Par suite de quel manquement d'une France qui se targue d'être exemplaire en tout ? D'horribles statistiques indiquent (données issues de l'Inserm) que 2 enfants meurent chaque jour en France du fait de maltraitance. Qui sait cela au pays des droits de l'homme, du principe de précaution et de la recherche forcenée de responsabilité ? Où sont, qui sont les responsables ?

Il n'y aura de progrès sur la terre, de révolution vraie, que si l'homme se fait un devoir sacré de protéger l'enfant. Tous les enfants dont aucune raison ne leur est supérieure. Rien n'est vrai, rien n'est beau, rien ne peut être grand et même l'art doit cesser d'exister si le droit à l'enfance, si les droits de l'enfant ne sont pas reconnus, respectés, protégés. Quotidiennement, avec obligation de résultat et pourquoi pas ? la publication d'un rapport médiatisé le jour de Noël qui ferait du 25 décembre la journée officielle de l'enfant. Excellente occasion quand on cherche ses valeurs de remettre sur les rails notre démocratie et de montrer au monde les vertus du système.

« La vie n'est jamais ni si bonne ni si mauvaise qu'on croit » écrit Maupassant dans « Une vie ». On pourrait en conclure que l'homme n'est ni bon ni mauvais. Il "est" en fonction de son bouillon de culture et du compromis auquel il parvient entre ses intérêts et ses idéaux. Autant intéressé par le haut qu'attiré par le bas, selon l'endroit où ses motivations ont placé son centre de gravité, faites lui la vie facile, il la prendra, faites le contraire, il se battra. Au milieu, l'oisiveté, qui est, comme chacun sait, la mère de tous les vices.

Chanson instrumentale : Seulange « Nos cités, acidez-moi »

(écoutable sur Youtube)

Chanson : Seulange « Pensées du matin »

(écoutable sur youtube)

J’suis pas dans mon assiette Quand j’me lèv’ j’suis chagrin J’ai même des idées bêtes Des pensées du matin L’homme a brisé ses chaînes Pour cell’ de la télé Il zap’surf sur lui-même Et prend plus l’temps d’rêver La solitude est grande Dans ce monde surpeuplé Une fois perdue ta bande T’as qu’le bar d’à côté / (refrain) Quel que soit le système et quel que soit le psy Y’a comm’ un problèm’ Rapport à la vie La vie d’aujourd’hui / 80 mille gens meurent à peu près chaque jour Combien d’temps combien d’heures Auront-ils fait l’amour ? Y’a mill’et une manières De s’envoyer en l’air L’explosion nucléaire N’est pas cell’ que j’préfère Au moins jadis les guerres On s’battait par plaisir T’avais mêm’ une prière Pour ton dernier soupir / La fin des privilèges Qui croit encore à ça ? On s’paierait bien notre tête Après celle des rois Combien de caisses obscures Budgets des comités Suffiraient pour qu’on s’paye Des banlieues pacifiées Toutes mes pensées sont connes Qui défilent ce matin Comm’ la plupart des hommes Penser ne m’sert à rien / J’me cherch’un plan Pour ne pas vivr’ En dessous de ma ligne de flottaison Pas vivre comm’ un con / (refrain)

Chanson : Seulange « la madrugada chantée »)

(écoutable sur youtube)

Tout doucement Le monde s’étire Au loin Et pendant ce temps L’enfant le rejoint Qui naît aujourd’hui Face à l’infini /

Tout s’équilibre Dans cet univers si grand Aux mille feux Immobiles et brillants Toujours en mouvement Mais voici l’enfant /

Je suis né bien portant Malgré moi d’une mère malgré elle Et d’un pèr’dant Pèr’scélérat En un lieu en un temps Où il y a pour défendre les gens Tellement de lois Tellement de droits /

Mais pour l’enfant que j’étais Il n’y avait que quatre murs Bâtis pour me protéger De parents contre nature Et le silence nuit et jour Sans famille et sans amour /

Les souvenirs de tous les enfants martyrs Courent dans les étoiles Dès le couchant Et gonflent les voiles de bruissements Pour que viennent enfin De beaux lendemains /

En un lieu en un temps Où l’on choisit de faire des enfants Plus comme avant Plus comme avant On leur doit C’est le moins De pouvoir s’en occuper vraiment Plus comme avant Plus comme avant /

Mais pour l’enfant que j’étais Il n’y avait que quatre murs Bâtis pour me protéger De parents contre nature Et le silence nuit et jour Sans famille et sans amour /

Les souvenirs de tous les enfants martyrs Sont dans notre vie Le mot qui blesse Confiance trahie Et mauvais gestes Et laissent dans le coeur Des flots de douleur

Douce France, la guerre des sexes

De nouveau, les médias nous convainquent que la France est en guerre. Cette fois-ci, le torchon brûle entre l'homme et la femme et si on les marie encore, c'est en sachant qu'après cinq ans on les divorcera. Au moins un couple sur deux, selon les statistiques.

L'enfant, la petite fille, courait jusqu'à son père comme dans ce tableau d'un grand maître. Son visage rayonnait d'une joie immense et simple ajoutée au plaisir qu'elle avait de courir les deux bras grands ouverts. Arrivée jusqu'à lui l'enfant comme un oiseau s'élança. Son père la reçut dans ses bras qu'il avait lui aussi grands ouverts. Son corps sous l'élan fléchit légèrement mais ses bras protecteurs se fermèrent aussitôt pour capturer à vie ce bonheur d'aimer son enfant qui vous aime. C'était la matinée d'un jour anniversaire qui lui faisait six ans. Depuis les lois féministes et la garde inflexible, aimante et possessive de la mère ont fait que l'enfant âgé de 18 ans ne parle plus à son père et ... la vie "con"tinue. Un nouveau monde a remplacé l'ancien en même temps que des yeux, incrédules et perplexes, ont laissé s'échapper leurs toutes dernières larmes.

Le combat est bien mené, le poison imperceptible. La mort est programmée, lente, irréversible : la mort du père et de la masculinité. La masculinité, la France n'en veut plus qui, sous l'influence de toutes celles à qui le crime profite, milite sans relâche pour sa disparition. Pas une disparition comme celle des espèces qui, dans un monde qui change, s'éteignent ou s'éteindront car l'homme sait s'adapter et il y survivra. Mais il aura changé, tellement changé qu'il n'aura plus rien d'un homme.

Pour un moment encore, on a besoin du père, c'est à dire de ses spermatozoïdes, aussi de sa monnaie. Donc, on est femme, on est belle, séduisante, et on revoit, juste le temps d'un week-end, l'homme de sa vie qu'on a décidé de quitter mais avant, d'en faire le père de ses enfants. Alors, bon, c'est immuable. Dans la nature de l'homme. Du week-end résultera qu'une femme deviendra mère. Rien à voir avec autrefois, Tess et Polanski. Aujourd'hui c'est la revanche et le papa, il paiera tout bien comme il faut et davantage encore ! Ben oui, avec des virements mensualisés d'une banque à l'autre, c'est facile, même à distance, mille ou dix-mille kms plus loin, où la mère est partie s'installer. Les banques prendront leurs commissions. Rien (mais beaucoup de temps à perdre

sans résultat) n’empêche la mère d’aller vivre où elle veut en emmenant les enfants, quelles que soient les raisons de son déménagement. Au contraire, le législateur suit et verrouille le système en bonne intelligence avec les juges, majoritairement des femmes car bizarrement ici personne ne revendique jamais la parité !

Bon, et si l’homme, évolution des mœurs largement avérée, était un vrai et bon papa ? Ben, y a d’autres femmes auprès de qui il pourra tenter sa chance. Soit pour recommencer une nouvelle famille dans un nouveau mariage soit pour se « recomposer » dans la famille de celle avec qui il devra … désormais composer. Mais il faudra qu’il fasse ses preuves car on entend des choses étranges sur les télés people, et par exemple celle-ci d’une femme docteur en psychopathologie (?) expliquant sous contrôle d’une autre (journaliste) qui l’interviewe à propos des enfants traumatisés par les attaques terroristes : comment "réparer" l’enfant, qu’elles se demandent ensemble, l’enfant qui a vu maman contre lui devenir "blanche comme un fantôme" et "papa qui s’est enfui et l’a abandonné" ?

Décidemment les pères, c’est plus ce que c'était ... Et les féministes, ça s’arrange pas ! La femme conçoit, l’homme déçoit. Ah bon, mais alors l’homme pense, la femme dépense ?

Des familles d'autrefois, une génération plus tard, la distance de mon père à moi-même, il ne reste plus rien. Sauf le féminisme dont les pionnières ont rendu, on en était, à jamais ignares, ringards, affreux, sales et méchants les hommes qui pourraient être encore tentés de nos jours par le préjugé sexiste et la virilité de comptoir. Féminisme ô combien fâcheux qui n’a plus aujourd’hui que fâcheries et androgynie à donner en modèle. Et propage le divorce jusqu'à en faire son lit, vide, pour un rien. Les femmes sont à l'origine de 80% des divorces. La simple parité voudrait que ce chiffre soit ramené à plus d'équilibre, sauf à penser que l'homme, par nature, est plus méchant, plus nuisible, asocial que la femme qui elle-même par nature serait moins « associable » et vouée aux familles dites monoparentales. Il suffirait, lors des divorces, que la garde partagée des enfants soit une règle appliquée par mesdames et plus rarement monsieur les juges pour vérifier que cette idée ne tient pas et sans doute alors freiner ce fléau que rien et surtout pas les lois d’aujourd'hui ne semblent pouvoir contenir. Un couple marié sur deux divorce au bout de cinq ans. Le mariage pour fonder une famille n’est plus qu’un contrat de 5 ans à l’issue duquel l’homme perdra, sauf 4 jours par

mois, la garde de ses enfants … et les enfants le modèle du père. Un véritable business où l'on fait des affaires majoritairement entre femmes mais sur le dos des hommes avec une pléiade d'avocates aux conventions d'honoraires bien ficelées et ruineuses, de greffières et de juges préposées elles aussi à ces mêmes affaires prénommées familiales et dont il résulte qu'un père sur deux est privé de ses enfants au bout de cinq ans. Condamné au babysitting quatre jours par mois, un père sur deux n'éduque plus ses enfants ! Mais il n'est pas rayé de la carte. Toutes les institutions, l'Education Nationale en tête, lui reconnaissent le droit de cosigner les décisions prises par le représentant légal, c'est à dire par la mère. Laquelle en toute liberté peut décider de tout, y compris d'aller s'installer à l'autre bout du monde, le père n'ayant qu'à suivre. Présumé suffisamment riche, il pourra payer le train, l'avion, la caravane et les sherpa pour récupérer de temps en temps un peu sa descendance (Ô l'étrange mot dans ce monde d'aujourd'hui) ou la faire venir à lui quand elle aura grandi. Le père n'est pas nié. Il demeure responsable solidairement en fonction de la loi. Mis à l'écart, Il lui reste sa carte de crédit pour être garant de tout. Ainsi, il subviendra aux besoins de l'enfant en fonction de ses revenus et répondra, toujours financièrement, des bêtises ou méfaits éventuels commis par lui. Alors qu'il en est loin. Immensément plus grave, il siègera aux Assises en face du « beau père » qui l'aura massacré.

Que de chemin parcouru depuis cette année 1970 où la loi attribue à chacun des conjoints, et non plus seulement au père de famille hérité des Romains, l'autorité parentale. Revenons en arrière, l'époque de mon enfance. Eduqué au 20ème siècle avec l'idée que la femme dite alors « sexe faible » n'aurait pas les dérivatifs des hommes (passades, inconstances, voyages, affaires, vanité, ambition, comme il se lit dans « les jeunes filles » de Montherlant), qu'elle est aussi plus douce, moins vindicative, qu'on ne doit la toucher qu'avec des fleurs (etc.), j'ai également souvent entendu dire que la femme est faite pour être rivée, arrivée tandis que l'homme est fait pour entreprendre, prendre et puis se détacher. Jacques Brel, d'ailleurs, dit quelque chose comme ça dans une interview.

Et le garçon que j'étais d'avoir à se battre pour réussir dans la vie tandis qu'à ses trois sœurs il suffirait de réussir dans le mariage. Evidemment, ça peut structurer l'esprit différemment, cette charge d'un côté et cette facilité de l'autre (à moins d'y voir l'inverse ?) mais pour lutter contre cette « invitation culturelle », l'école républicaine déjà dès cette époque notait sur les mêmes bancs et de la même façon les filles et les garçons.

Et puis, beaucoup plus récemment, il y a eu ce "Mars et Venus" venu d'outre atlantique, un grand succès de librairie parce qu'un livre rempli d'observations simples et drôlettes visant à raccommoder le couple confronté aux différences homme/femme. Par exemple, quelque chose « du genre » (j'invente) : avec ma Bonnie, on s'est disputés à propos des asperges, de l'odeur qu'elles donnent à l'urine quand on en a mangées. Pour moi oui, pour elle non et on s'est énervés jusqu'à ce qu'on comprenne que cette différence d'appréciation venait de la manière différente qu'ont l'homme et la femme d'uriner, l'un debout l'autre assise. Mais pendant longtemps, on a cessé de manger des asperges (dont on raffole pourtant) pour ne plus se disputer. De la psychologie de midinette compilée comme nulle part ailleurs et surtout pas comme chez le tenant du titre en matière de psychologie et de féminisme : « Le deuxième sexe » de Simone de Beauvoir ! Riche d'environ mille pages, cette littérature beaucoup moins accessible a forcément été moins lue. « Le deuxième sexe » détaille les problèmes dont les femmes ont toujours souffert dans une société commandée par les hommes et montre comment l'éducation et la culture ont toujours fait d'elles des femmes, des mères, des maîtresses bien au-delà de ce que réclame la nature. Un immense travail minutieusement écrit avec intelligence dans un domaine où rien auparavant n'avait jamais autant contribué à la vérité des sexes. Du petit lait pour tout lecteur avide d'apprendre et de savoir. Qui au juste ? Les « justes » qui depuis toujours pensent, s'expriment, agissent au delà du sexe et ont le souci du juste et de la vérité.

La « théorie du genre » très en vogue aujourd'hui extrapole cet ouvrage en affirmant que l'homme et la femme auraient entre eux si peu de différences qu'élevés pareillement le garçon aimerait autant la poupée que la fille le pistolet. Ce faisant, cette théorie qui se nourrit des vérités contenues dans le « deuxième sexe » occulte bien des choses parmi les plus basiques, des choses que seul un raisonnement féminin, pour reprendre l'esprit du livre « Mars et Vénus » (qui soi-dit en passant n'a pas ralenti l'augmentation des divorces), peut de bonne foi oser opposer à la logique des hommes. On va les dire ici et ça commence comme ça : quel homme oserait prétendre haut la tête et sans rire qu'il était en situation de légitime défense après avoir tiré trois balles dans le dos de quelqu'un qui dormait ? Deux femmes, deux avocates, ont plaidé cette bouffonnerie pour défendre aux Assises cette autre femme, grande chasseuse et grande gueule à ce qu'on en a su, qui avait tué ainsi son compagnon. Puisque malgré son apparat « la justice est un jeu » (J. Vergès), pourquoi pas tenter le coup et forcer le bon

sens ? C’est donc ce qu’elles ont fait. Contre la domination passée, ces deux femmes « iniste » et beaucoup d’autres derrière, ont toutes les audaces sans craindre le ridicule. Comme toute idéologie qui veut se faire entendre et bouscule les réalités.

L’homme n’est pas comme sa sœur et n’arrivera jamais, même à éducation semblable, à penser, à agir de la même façon qu’elle. Et inversement. D’ailleurs, pour s’en convaincre, encore une fois, surtout les plus récalcitrantes, il suffit de rappeler cette idée féministe, qu’on trouve aussi dans « Le deuxième sexe », que l'homme aurait par nature le problème existentiel (et différentiel) suivant : « Ainsi ce que d’abord l’homme chérit et déteste dans la femme, tant amante que mère, c’est l’image figée de sa destinée animale, c’est la vie nécessaire à son existence, mais qui le condamne à la finitude et à la mort. Du jour où il naît, l’homme commence à mourir : c’est la vérité qu’incarne la Mère. En procréant, il affirme l’espèce contre lui-même : c’est ce qu’il apprend dans les bras de l’épouse; dans le trouble et le plaisir, avant même d’avoir engendré, il oublie son moi singulier. Encore qu’il tente de les distinguer, il retrouve en l’une et l’autre une seule évidence : celle de sa condition charnelle. À la fois, il souhaite l’accomplir : il vénère sa mère, il désire sa maîtresse; à la fois, il se rebelle contre elles dans le dégoût, dans la crainte ».

Telle serait donc la nature différente de l’homme. Bon, il faut être fort en philosophie pour y comprendre quelque chose mais, quoi qu’il en soit, la chose est dite par une femme et non des moindres. On n’en discutera donc pas, d’autant que l’on partage l’orientation « iniste » générale de ses analyses. Sans pour autant refaire l’histoire.

Les Romains, à qui l’on doit beaucoup et notamment notre langue, notre droit et … le pont du Gard étaient nombreux à penser que les femmes étaient condamnées à l’impotentia : l’incapacité à se maîtriser. Mais ils pensaient aussi, avec Cicéron, que l’amour du père et de la mère pour leurs enfants constituait le fondement de toute société humaine. Les Romains, on le sait, n’étaient pas des tendres. Ils avaient, à l’opposé d’aujourd’hui, le patriarcat dans le sang mais ils avaient aussi le souci de la fortune et de l’héritage. C’est une piste qui conduit à penser, pour compléter Simone, qu’une des différences entre l’homme et la femme pourrait être que la femme (de Vénus ou d’ailleurs) s’inscrit dans le présent tandis que l’homme (de Mars ou pas) se projette dans le futur.

Plusieurs raisons à cela et tout d’abord celle-ci, en un clin d’œil tendrement

remémorée : l’homme devient père avec neuf mois de retard sur la mère, ce qui lui laisse du temps pour y penser, son esprit d’autant plus libre qu’il n’est sujet ni aux nausées ni aux envies des femmes enceintes. L’homme est dans l’après.

Ensuite, selon qui il faut convaincre, les raisons suivantes. L’homme moyen et égoïste a ce souci de n’être pas oublié quand il sera "parti", quand il ne sera plus. Ainsi garder, avoir toujours un pied sur terre. L’homme mais pas la femme ? Disons que l’homme plus que la femme (ainsi les féministes, dont nos deux « expertes post-terrorisme » citées plus haut, seront contentes) est lâche et craint (plus que la femme) de quitter ce monde où donc il veut laisser une trace. Quelque chose qui dure quand il ne sera plus. C’est ce qui le pousse à organiser sa succession, la vie future quand il aura « quitté » alors que la femme du même âge se réjouira encore de promener ses petits enfants. On remarquera ici, en passant et parce que l’homme vit moins longtemps, que l’homme cette fois est dans l’avant. Mais toujours différent.

On peut développer cette idée autrement, et de façon plus respectueuse de la sensibilité masculine. La femme met au monde l’enfant. C’est son destin, naturel, tant que la société appuyée par les sciences, les cellules-souches, ne l’aura pas, et c’est pour bientôt, transformé en destin «iste » (avec l’option possible de l’hermaphrodisme.) L’enfant naît « grâce à elle ». L'homme, conduit par la nature mais aussi par la raison à objectiver ce qu’il ne porte pas en lui, est plutôt enclin à penser que l’enfant naît « à cause de lui ». Et c’est sa responsabilité au moment de mourir que l'enfant né "à cause de lui" soit préservé du besoin. Il signe donc, bien avant l’échéance, le contrat de ses obsèques. Ainsi la femme conçoit tandis que l’homme assure … les dommages-intérêts !

Plus sérieusement, la femme enfante, la femme vit plus longtemps. Comment ces différences n’orienteraient-elles pas l’esprit différemment ? Ensuite, la ménopause faisant le reste, la femme se satisfait de devenir mamie tandis que l’homme n’aura d’autre choix que de suivre son exemple, ou de se mettre à la pétanque. Après quelques parties, surtout s’il gagne jamais, il meurt, laissant aux femmes (surtout les féministes) quelques dix bonnes années à vivre débarrassées de lui. Il a tort, d’ailleurs, d’être parti si vite car avec un peu plus de patience, il aurait pu se trouver enfin et pour la première fois de sa vie dans un rapport favorable : dix femmes pour un homme. Dans les maisons de retraite. Quel régal depuis qu’il refoule ses bas instincts sous la menace des condamnations qui pesaient sur lui. Qu’à sa collègue, son employée, et même sa femme advienne

l’idée, pour s’en défaire ou assouvir une vengeance contre lui, de porter plainte pour viol, consentement acquis par surprise voire même par « négligence », abus de faiblesse, harcèlement, séquestration ou violences conjugales et il sera aussitôt mis en garde à vue, sans autre forme de procès ni même début de preuve, malgré « l’état de droit » qui préside au pays. Vingt-quatre heures au moins durant lesquelles, la police n’a rien d’autre à faire, on prendra son ADN, ses empreintes, sa photo sous les angles les plus noirs et on inscrira son nom au répertoire national de police. De quoi fabriquer des larrons à la chaîne (ce qui, soi-dit en passant, est devenu une spécialité de la France d’aujourd’hui) !

Autant dire qu’il vaut mieux n’être jamais seul dans son bureau avec une dame, entretien d’embauche ou pas, ni même au lit ! Mais dans ce dernier cas, flagrant ou pas, d’en ajouter une autre expose au délit d’adultère qui mène droit l’insouciant à un divorce à ses torts exclusifs. Même après la séparation (!) si par exemple au bonhomme esseulé lui vient la fantaisie, comme à tout collégien, de penser trop aux dames et d’aller sur internet voir à quel prix le rêve devient réalité. Sachant qu’au-delà de la simple consultation, le passage à l’acte pourra cette fois le conduire en prison, le client étant désormais pénalisé. Même s’il va chercher sa consolation dans ces lointains pays barbares que sont l’Allemagne, la Belgique, l’Espagne ou la Hollande[7].

Il est bien ferré et circonscrit le mâle de France tenté par tout autre destinée que celle du papy ! Mais la loi fait mieux encore, qui a tout prévu, et par exemple que notre papy pourrait avoir l’idée, après son divorce et tout juste retraité, de se remarier avec une femme plus jeune, sans emploi, sans enfant. Peut-être une étrangère ? L’intrépide s’exposerait alors, sitôt la signature et les premiers émois, s’il a le cœur qui lâche à cause de tant de joies, à quitter sa maison avec les pieds devant pour y laisser rentrer sa veuve. À vie. Et non plus ses enfants, de fait déshérités. Pas à cause du fruit défendu car le temps a pu manquer pour que la « pomme » soit croquée mais du fait de « l’usufruit » reconnu à l’épouse sitôt le mariage signé. Même séparé de biens. Voici de quoi donner bien des idées aux femmes du monde entier à la recherche d’un beau parti. On l’a vu, la France attire. Pour son baiser à moustache (façon Maupassant) mais aussi pour son french-kiss (façon Doisneau), pour ses satyres et … pour ses musées !

Mais ça n’arrivera pas, il a le cœur solide, notre intrépide papy. Moins dangereusement, il s’exposera donc à tout ce qu’on a dit plus haut, et donc après

cinq ans à un nouveau divorce. Et là, immanquablement, à devoir s'acquitter d'un « devoir de secours » soit dix-mille euros au moins par année de mariage, durant au moins trois ans, le temps minimum que dure un divorce que sa femme bien conseillée aura eu la malice de refuser de signer. Précisons que ce devoir de secours doit plus aux procédures qu'à la nécessité d'être secourue car tant qu'elles durent (les procédures) il faudra le payer (le devoir de secours). Abus de langage, justice inique où l'un a tout avantage à faire durer les choses tandis que l'autre, ses calculs effectués, comprend qu'il vaut mieux sans se battre renoncer aux recours, payer tout et davantage, au plus vite. D'autant que le paiement d'une prestation compensatoire laissée à l'appréciation de la juge souveraine viendra in fine conclure cette subtile arithmétique. Ainsi définitivement apprendre à papy ce qu'est, loin du web, le vrai prix d'une femme (quoiqu'elle ait pu par ailleurs lui coûter durant les heureuses années du mariage.)

Pareil enchaînement n'est pas invraisemblable sauf qu'un tel papy, c'est vrai et l'on comprend pourquoi, ne court pas les rues. Mais les chaînes existent pour stopper sa course s'il lui venait l'idée de faire à sa façon autrement que mamie. Papa-papy n'a plus en France qu'à se tenir coi. Les féministes ont ici réussi là où les révolutionnaires (à la recherche de l'homme nouveau) ont toujours échoué ! Changer l'homme, quitte à le désespérer. Le féminisme, c'est bien naturel, ne fait pas dans la dentelle.

Certains.es bien sûr diront que tout ça c'est du féminisme à deux balles. Ils.es ont tort. Le féminisme coûte à l'homme énormément plus cher : il lui prend ses enfants, il le ruine et nie à petit feu sans qu'on s'en aperçoive l'idée de l'homme, l'essence de l'homme, les sens de l'homme, l'utilité de l'homme, la masculinité. Et l'équilibre des choses. Pour protéger l'espèce, le féminisme, il faut donc le « con »tenir car si la cause originelle est bonne et l'urgence avérée quand persiste le passé, les moyens sont honteux et le résultat alarmant : la délation calomnieuse, l'accusation ineffaçable (y a pas de fumée sans feu), la dénonciation de faits auxquels de fausses victimes ont elles-mêmes concouru pour atteindre à la célébrité ou accéder à un avantage et ce climat de suspicion permanente et délétère qui porte gravement atteinte aux libertés publiques rapportées à la légitime défense, la présomption d'innocence, l'égalité des droits en matière de divorce et de garde d'enfants, le droit de s'accoquiner entre adultes consentants puis bientôt la PMA discriminatoire, seules les femmes homosexuelles ayant la possibilité d'y recourir.

L’égalité entre l’homme et la femme participe des droits de l’homme et l’on ne peut, comme avec la « discrimination positive » appliquée aux titres, aux postes et aux pouvoirs, la réaliser l’un au détriment de l’autre, les deux moitiés devant, comme il convient, à part égale constituer le tout. Pour un juste équilibre et … le bonheur commun. On n’entretiendra donc pas, comme les médias s’y emploient, une guerre des sexes factice mais au contraire, et en responsabilité, on se réjouira que dans notre pays les hommes et les femmes, les femmes et les hommes, comme on voudra, disposent des mêmes droits. Si néanmoins une guerre est à mener, ce sera celle des chiffres et de la vérité parce que l’idéologie n’a jamais fait bon ménage avec la vérité. Et parce qu’on aime nos filles, et parce qu’on aime nos femmes à espérance de vie dix ans supérieure à la nôtre et … à ambitions égales, à travail égal, à responsabilités égales et donc à salaire égal, comme c’est quoi « con » en dise partout le cas en France (de longue date les lois y veillent.) Comme on voudrait qu’elles nous aiment, nous, les hommes différents, après tous les efforts qu’on a fait depuis « con » est tout petit, pour les comprendre et même leur ressembler.

En attendant les « papas-kangourous » [8] qui à venir mettront moins de temps que les femmes à apprendre le rugby, chassez le naturel, il revient au galop. D’où cet avis personnel dont je ne ferai pas mystère. L’équilibre naturel c’est l’homme amoureux, le chevalier prêt à donner sa vie, et la femme qui choisit entre ses prétendants car l’homme, différemment de la femme, attend d’elle son paradis sur terre. Et pour l’homme, comme St Pierre, sans en être garante, elle en détient les clés. Lui, de son côté, gentilhomme, galant [9], romantique a tout pour la séduire avec le verbe, avec l’audace, « l’aimablerie osée » (pourrait-on dire) qui fait depuis toujours la mise en bouche, le prélude nécessaire à l’amour et lui donne des ailes. Une tradition, somme toute. Cette tradition, cette façon de vivre, de penser et d’aimer sont menacées, il faut les préserver en récitant Brassens.

Et moi, si j'étais une femme, j'aimerais qu'on me désire. Et qu'on en pince pour moi. Au point même d'en crever. L'horreur étant, absolue goujaterie, s'il arrivât que j'me dénude, qu’en face de moi on ne lève pas le petit doigt ! Ben oui, c'est un boulot d'être femme. On a l'avantage du sexe, irrésistible attrait qu'on exerce sur tout ce qui est membré, mais faut quand même y mettre sa note personnelle, sa touche à soi, ses sens, sa façon de séduire pour être tout à fait sûre que ce qu'on attrape, c'est bien à soi qu'on le doit et pas à la nature. J'aime que tu m'aimes moi mais surtout pas la femme. Et encore moins les femmes. Salaud !

Alors, écoute moi, je veux, j'exige, que ... tu bandes pour moi. Voilà, c'est dit. Pas de quoi en faire un plat. Avant de finir ce chapitre en chansons, ajoutons en homme courtois qui aime la séduction que dès qu'on parle des femmes on trouve partout des cons qui n'y voient que leur con ainsi « con » sait « con » nomme leur délicieux appât. Quelle hérésie qui nous fait dire ici qu'on sait, qu'on accepte et qu'on aime que ce con-là domine le monde dont il serait, selon Gustave Courbet, l'origine. Mais dont ici on pense qu'il en est le moteur. Pourvu qu'il serve l'amour, dans la fascination mutuelle, la complaisance charnelle, ensemble … contre les cons.

Chanson : Seulange « Mon'de Vénusse/Microclimat »

(écoutable sur youtube)

Au pays de ton mon'de vénusse C'est l'bastringue maint'nant pour mon phalusse Tu en ris du genr' que c'est pas tes affair' Mais n'veux pas que je m'envoie en l'air Et me joues des tour' à la Tourraine Transformant mes bell' en Belkacem / Faut-il le crier au mond'entier Que j'ai le cœur un peu fatigué De ne battre que pour un' vie trist' à pleurer J'ai la têt' qui flott' dans un mirag' Dans la bouch' un goût de troisièm ' âg' T'as d'beaux yeux mais faut que j'chang ' de paysag' //

Mon cœur mélomane Cherch'au fond des bois Un' parfait' harmonie Dans l'enchantement d'un coeur qui bat En stéréofolies / Sur des chemins verts Et jonchés de fleurs C'est au petit bonheur Que j'dépos' mes empreintes conjugal' Tout' mes fièvres pastorales / Les p'tits cœurs rouillés Qu'ont pas fonctionné Depuis tant et tant d'années (ça refoul' pas mal dans les chaumières entre quatorz'et soixant'ans) Devraient mettr' moins d'eau Dans l'vin d'leur tonneau Pour goûter la vie d'château Y en a plus beaucoup mêm' en Espagne Qui sont bâtis dans nos campagnes

Chanson : Seulange « La Jaf a dit »

(écoutable sur youtube)

Verlaine, chanson d'automne : « Les sanglots longs des violons de l'automne Blessent mon cœur d'une langueur monotone »

(Seulange) 4 jours par mois Pair' ou impair' Paraît que 'j'ai l'choix Le rôle du père' Aujourd'hui c'est D'baby-sitter / C'est pas fini La Jaf a dit Qu'ell' m'condamn'rait En référé Moi l'musicien D'êtr' effaré / La Jaf a dit C'est mieux pour lui De rentrer Chez sa maman Deux heur' avant De se coucher / Qu'il pleur'au lit Sa mère le dit ça montre bien Que d'voir son père' C'est des manièr' Qui n'mènent à rien / Qu'à des problèm' Quand le lendemain à son écol' Maman emmène Mon pauvre gamin Et qu'il somnol' / C'est bien dommag' Que dans la cag' Y'ait plus l'gorill' (de m'sieur Brassens) Tirant l'oreill' Au jug' qui s'mêl' De ma famill'

Verlaine : « Tout suffocant et blême quand sonne l'heure » (du jugement) « Je me souviens des jours anciens et je pleure Et je m'en vais aux vents mauvais qui m'emportent De ça de là pareil à la feuille morte »

<u>Chanson : Seulange « J'ai pris ton âge »</u>

<u>(écoutable sur youtube)</u>

J'ai atteint ton âge Cet âge que tu avais Le jour où t'es parti Le jour où t'as quitté Sans le temps d'un adieu Laissant ton petit monde derrière toi Ce petit chacun pour toi Faisant de son mieux Pour que la vie ressemble À ces heureux dimanches ensemble Où l'on partageait même le bon dieu

// (refrain) J'ai pris ton âge J'ai pris tes cheveux blancs Pour continuer le chemin Un peu plus loin Sur mon visage Des rides maintenant Me font te ressembler Quand t'as quitté // Le respect des anciens Sagesse qu'apporte le temps Mon âge devenu le tien J'y prétends maintenant Cette belle figure du père Aimant sa femme et ses enfants La famille rassemblée Près de la cheminée C'est une photo d'hier Manquent aujourd'hui tes petits enfants Mais rien n'est plus ici comme avant

// (refrain) // Mon gène rationnel C'est toi mon paternel Appelé aussi « mon vieux » Chez nous dans les banlieues Qui l'a mis dans mes veines Avec la tête sur les épaules D'un père qui sait que la vie N'est pas toujours drôle Pour m'éviter la gêne Du Pierrot que je suis devenu quand même Si je t'ai fait de la peine Pardonne moi // (refrain) //

Chanson : Seulange « Ton roi ma reine »

(écoutable sur youtube)

Où que tu sois C’est à toi que je pense Tu es en moi Comm ‘un souv’nir d’enfance J’entends ta voix J’entends ton espérance Je suis comm’ toi Issu de la souffrance / Je te connais Depuis que l’homm’ existe Tu es la femm’ Pour laquelle il résiste Contre la griff’ la morsure le froid Pour que grandiss’ L’enfant qui vient de toi / Cett’ aventure Nous allons la poursuivre Maintenant c’est sûr Ensembl’ nous pourrons vivre Tout ira mieux Si tu marches près de moi Et dans tes yeux Je mettrai de la joie / Et dans la nuit Nos deux ombres se dressent Mêlant leur vie Ainsi que leur tendresse Sans plus d’effroi Et sans qu’il y ait de chaines Je suis ton roi Et toi tu es ma reine

Douce France, ses révolutions toujours recommencées

C’est connu, la critique est facile mais l’art plus difficile. Casser oui, inventer c’est plus compliqué. Surtout quand on prétend changer l’homme comme ont voulu faire nombre de révolutionnaires dont les nôtres, en France, de la génération 1789, avec cet appel à la liberté, à l’égalité et … à la fraternité. C’était il y a plus de deux siècles. Aujourd’hui, le pays des droits de l’homme, fort en thèmes, en littérature et vibratos romantiques feint de croire au père Noël en servant les mêmes mots dans le papier cadeau de la démocratie. Mais ça ne marche pas. Notre patchwork il est vrai y est mal préparé, entre les nostalgiques de Gavroche et leurs extrêmes inverses, avec ceux au milieu qui prônent la bienpensance ou qui, affairés à autre chose, regardent ailleurs, à l’international, et puis cette nouvelle France qui s’ajoute maintenant, importée, avec d’autres valeurs, d’autres croyances, avec d’autres traditions. Les diversités s’empilent et ne s’agglomèrent pas comme il conviendrait pour le profit de tous. Elles forment au contraire autant de disparités qui éloignent le pays de son peuple français, c’est à dire selon le dictionnaire de cet « ensemble d’hommes habitant un même territoire et constituant une communauté sociale unie le plus souvent par des liens linguistiques, religieux ou culturels.» Le catéchisme des mots, la psalmodie des vœux, les déclamations officielles ne changent rien à l’affaire. Il y a la France et à côté, il y a les français. Les deux vont mal ensemble. On peut y mettre les formes, jouer avec les mots, comme la France aime faire, ça ne change rien aux … maux dont souffre le pays, dont souffrent les français dans leur diversité.

D’abord la liberté. La liberté, en France, on peut y croire mais aussi certains jours carrément en douter quand on est empêché de vivre normalement dans un pays trop libre qui laisse toutes les humeurs s’exprimer sans retenue[10] ou à l’inverse, trop intrusif qui vous étouffe avec des règles et des façons de penser « à la française », (toujours très désireuses de briller dans l’exception) qui vous sont imposées … alors qu’elles vous sont totalement étrangères[11].

Selon la pensée officielle, la France est un pays ripailleur qui adore discuter, protester, manifester. On encense donc tous ceux qui font métier que de manifester … car manifester, c’est vital, c’est grandiose, c’est constitutionnel. Et tant pis si ça tourne en révolte. Quant aux autres, ces cons de français qui veulent

vivre paisiblement, circuler, commercer et ne pas bouffer du droit de manifester à longueur d'année, ils ne comptent pas. Ils ne sont pas français d'ailleurs puisqu'ils ne comprennent pas que c'est le genre français que de râler, contester[12], de jouer à Gavroche et qu'on n'échappe pas, en France démocratique, à cette fabuleuse tradition que le monde entier (on rajoute ça quand on est un vrai français) nous envie. Unique au monde est la démocratie française qui fait de la France le pays de la foire permanente avec cette particularité qu'avant ou après les manifestations, quelles que soient les réponses qui ont été apportées, c'est pareil, rien n'a changé, tout est à recommencer. C'est dans les gènes, en France on n'est jamais content.

C'est sur ce constat que pour rendre le français plus heureux la France se pâme de tout réglementer. Pays mégalomane, la petite France du 21ème siècle poursuit sa quête de l'homme nouveau et veut, par la seule volonté de ses élites, être à l'avant garde de tout. Les fondamentaux du genre humain y sont, dans la gabegie générale et l'endettement chronique, constamment bousculés. Les interdictions pleuvent de partout. Les lois, les codes, les règlements, tout est prévu en volumineuses compilations pour prendre, page après page, les français en défaut. Le mode paternaliste, le fil sécuritaire sont une excuse à tout, sinon les idéaux de l'idéologie en cours. Sans rien résoudre au fond, la France se shoote au sacerdoce d'une démocratie pointilleuse servie à grandes pompes mais qui à force de pomper l'air à tous conduit à l'asphyxie. Ainsi qu'à l'amertume. Alors qu'elle n'est pas sortie de la menace terroriste, alors qu'elle est soumise aux émeutes permanentes rien n'affecte par ailleurs ses mondanités. Les évènements se succèdent qui font de la France ce grand parc d'attraction supposé rapporter gros[13] mais dont on voit surtout tout de suite combien il coûte, en dépenses immédiates, en dépenses différées mais aussi en liberté de circuler, de commercer, et de penser autrement que la pensée officielle.

« Ce que les français disent », « ce que les français pensent », « ce que les français veulent » est volé aux français derrière la dictature des chiffres et des moyennes, le résultat global variant de toute façon selon la façon de poser les questions. En fait, on pense pour eux et l'esprit des français, déjà configuré par les modes, les sondages et les télévisions, finit phagocyté par « l'intérêt public » lui-même invérifiable dans les bureaucraties et « réglementatures », tant privées que publiques.

Rien n'étant laissé au hasard, il n'est jusqu'au langage (que dans les hautes

sphères on se pique de réécrire subtilement) qui ne fasse division selon que l'on s'adresse à la professeure des écoles plutôt qu'à la maîtresse pour demander un « outil scriptural » plutôt que le crayon, un « bloc mucilagineux à effet soustractif » plutôt qu'une gomme, un « référentiel bondissant » plutôt que le ballon et … pour vivre en « démocratie » plutôt que dans ce bordel institutionnalisé qui saute aux yeux de tous.

Toutes ces situations de la vie courante que tentent d'enjoliver les mots ne trompent personne et quand on est ainsi régulièrement empêché (de travailler, de poursuivre ses études, de passer des examens, de voyager), alors que reste-t-il de cette liberté tandis « con » la voit nue, sans panache, simplement domestique sauf … la démocratie ?

Alors l'égalité ? Que les hommes naissent libres et égaux en droits, ça ne se discute plus. Le but, en ce sens, est atteint et le progrès énorme. Toutefois, à regarder de près, on voit que les efforts permanents pour niveler, modeler, prendre ici et donner là, ont changé le pays mais que ce bolchévisme à la française, pas plus que l'original dont il s'inspire, n'a pas conduit à l'égalité. C'est que l'égalité n'existe qu'entre les chiffres. Appliquée aux humains, la même opération a pour résultat non pas l'égalité mais l'égalitarisme qui, dans un accès de fièvre, conduit au communisme. Alors, quand sous le coup de l'enthousiasme ou par excès de zèle on pousse l'opération jusqu'à couper des têtes, ça peut être la méthode, on les coupe pour rien car il en reste toujours et en plus, elles repoussent. Moralité : il faut sans perdre l'idée tendre à l'égalité, « vingt fois sur le métier toujours recommencer », poursuivre le résultat avec grâce et nuance, avec pour seul levier le sentiment du juste. Le juste alors sera le résultat, non pas l'égalité qui fait que tout se vaut et que rien n'a de valeur. Or, il faut des valeurs qui donnent la peine de croire au juste et d'aimer la justice.

La France est un enfant gâté qui veut son résultat tout de suite. Voulant l'égalité, sans se soucier du juste, elle la décrète. Ainsi de cette messe que furent les 35 heures payées 39 pour tous les salariés, y compris ceux qui déjà à 35 n'en font plus aujourd'hui que 31 toujours payées 39.

Les 35 heures devaient favoriser la qualité de la vie, l'épanouissement personnel, l'emploi. On a dit qu'elles seraient financées par une meilleure productivité selon cette légende qui affirme qu'en France on travaille mieux qu'ailleurs. Si elle est de bonne foi, cette erreur d'appréciation vient sans doute du fait que chez nous, dans notre cher pays, notre pays si cher, une heure de

travail en vaut deux chez les autres (… coûte donc deux fois plus cher) mais l'explication est plus simple. La mesure a été financée de trois manières : par des augmentations d'impôts, de cotisations, de commissions, de frais de gestion (banques, assurances, entreprises publiques …) puis à partir de ces marchés captifs augmentation de tout le reste, deuxièmement par du service en moins (public ou pas) et en dernier ressort, par la compréhension (« Désolés, collègues en RTT, nous ne sommes que deux, le guichet est fermé, merci pour votre compréhension. ») Pour finalement aboutir à un pays très cher où l'on a bien du mal à être convenablement servi.

Ainsi va l'égalité française au fil des 35 heures qui ont durablement désorganisé le pays, avec ce paradoxe que les plus précaires, par exemple les associations vivant des commandes de l'Etat, ont dû réduire le temps de travail tout en étant payées au même prix forfaitaire qu'avant ! Conséquence : pour un même salaire la quantité de travail a diminué, donc les charges de personnel ont augmenté mais pas les recettes, donc les structures ont fermé.

Autre résultante de l'égalitarisme avec le droit de grève : lui aussi appliqué égalitairement, uniformément, sans distinguer le contexte, la cause et les effets, a permis à une petite minorité de ruiner nos compagnies nationales de chemins de fers et d'aviation tandis que le boulanger, lui, ne se mettra jamais en grève car nous priver de sa baguette aurait pour résultat que nous irions l'acheter ailleurs.

Il y a 20 ans la France caracolait (avec le Canada) en tête du classement de l'indice synthétique du développement humain, indice inventé pour mesurer comment un pays transforme sa richesse nationale en richesse et potentialités humaines. Depuis dégringolade ! Elle est passé où la « richesse » ? Les problèmes ont la vie dure qui persistent aujourd'hui alors qu'ils ont été identifiés et largement commentés il y a une vingtaine d'années. La croissance économique se décide toujours ailleurs que dans nos frontières, la dette publique a augmenté, le chômage aussi, la réforme « qualitative » de l'école suite à la baisse démographique historique de la fin du siècle dernier n'a pas eu lieu (en dépit des budgets qui ont été maintenus), la révision du droit de la famille n'a pas réglé l'immense problème des enfants en danger ni celui de ceux vivant avec leur mère sans jamais voir leur père[14], la « véritable solution politique » face au problème de l'immigration n'a pas été trouvée, les records d'abstention aux consultations électorales n'ont fait que s'accroître et le pouvoir dans la rue avec la multiplication des manifestations qu'augmenter (etc. etc.)

La France a sa façon à elle d'administrer qui, quoiqu'en pense l'opinion publique, quoiqu'en disent les journaux ou quoiqu'en rapporte la cour des comptes qu'on évoquait plus haut, est immuable et ramène toujours à ce besoin farouche de tout égaliser et uniformiser. L'« économie de marché » qu'impulsent ses dirigeants s'en ressent en tout, incapable par principe de distinguer la banque du tracteur, la Creuse de l'Ile de France, Maubeuge de St Pierre et Miquelon ou Pointe à Pitre. L' « économie des îles », ainsi, reste à imaginer tandis que ces lointaines « France d'outre-mer » sont gratifiées des mêmes règles nationales malgré leur singularité et les 10000 kilomètres de distance qui les placent dans un environnement géographique, climatique, économique et social totalement différent, malgré aussi les graves désordres qui résultent de la pression des pays étrangers situés tout autour, malgré enfin les très bons livres qui ont été écrits pour rien sur le sujet (cf. en particulier « les danseuses de la France » de Philippe de Baleine.)

S'il faut un autre exemple pour dénoncer cette obsession de l'égalité, en voici le pompon qui remonte au 14/09/1999. C'était il y a 20 ans, sans une ride aujourd'hui. À cette date, un maire avait cru vaincre l'absentéisme au sein de ses 4000 fonctionnaires municipaux grâce à une prime qui récompenserait … la présence au travail. Cette prime spéciale avait aussitôt fait l'objet d'une demande syndicale d'extension aux salariés en maladie longue durée ou en congé de maternité. Au nom de l'égalité ! Mais la perle, quand on se livre à cet exercice de mémoire qui n'a rien d'Alzheimer, c'est quand on (re)lit un journal haut de gamme du 24 juin 1999 traitant de l'inégalité homme/femme. La Secrétaire d'Etat aux droits des femmes de l'époque s'apprête alors à imposer « certaines discriminations positives » pour corriger « la situation inégalitaire des femmes dans notre pays » dont l'article écrit : leur rémunération reste en moyenne inférieure de 25% à celle de leurs collègues masculins. 20 ans plus tard, des media chaînes-radios-continues tout autant médaillés nous répètent à l'envi (avec l'actuelle Secrétaire d'Etat) que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est de 27% ! Qu'en déduire sinon que de telles politiques mènent à rien ou, second choix, que la presse officielle, fleuron de notre démocratie, abuse de la confiance de son lectorat ? On fait dire aux chiffres tout ce qu'on veut, disait mon professeur d'autrefois qui dans ce cas précis aurait sûrement relevé que tout est dans l'obscur « collègues masculins » et peut-être ajouté que la dernière victime de l'inégalité salariale homme/femme fut la candidate malheureuse des dernières élections présidentielles. Le poste aurait dû lui

revenir, de droit, par simple application de la discrimination positive. De fait, d'avoir perdu les élections, elle gagne moins, n'exerce pas les mêmes responsabilités, n'a pas les mêmes pouvoirs que l'horrible macho qui a été élu !

L'égalité serait elle satisfaite en France que de toute façon, on ne s'en satisferait pas. Un autre combat resterait à mener, pour encore plus de mots d'ordre, de banderoles et de protestations : celui de la fraternité. Pas question de s'endormir sur ses lauriers. Jamais ! il y a du grain à moudre, des lois à promulguer, des décrets … à paraître. Quitte à mettre à peu près tout le monde hors la loi, comme c'est presque devenu une habitude avec la profusion des réglementations que personne ne connaît ou que personne n'applique ! Quand elles sont applicables ! La France officielle est sur les rangs, prête à mener ce tout nouveau combat : voir dans tout un chacun, au-delà de son voisin, bien mieux que son prochain, un frère ! Et donc avec lui, dans la liberté, dans l'égalité et « dans la fraternité » se partager la France [15]. En un mot, les maux vous manquent, inventez celui- là. Et vous manquez d'idées pour ressouder une France quelque peu désunie, diffusez celle-là.

Plutôt que de chercher à évangéliser le pays avec pareil concept, la république française pourrait-elle se montrer un peu plus terre à terre et capable d'agir sans mettre la charrue devant les bœufs ? Une société qui ne rassemble pas et ne sait faire école de son propre modèle ne peut espérer de ses ressortissants qu'ils croient en la fraternité.

La cohésion sociale est un préalable qui passe, avant tout concept, par le ressenti : sentir qu'on se ressemble, qu'on a les mêmes valeurs, qu'on a le même destin. Autrefois assurée dans le cadre familial, cette fonction de transmission des valeurs, suite au délitement des familles, incombe aujourd'hui à l'école. On a imaginé plus haut comment on pourrait influer sur le pupille pour qu'il rentre dans le rang sans heurt, avant d'entrer en classe, puis, parvenu à l'âge adulte, sans haine, dans la société. Avoir vingt ans sous les drapeaux l'aura confronté, on l'a vu, à notre espèce d'adjudant-chef à trois têtes qui lui-même aura finalisé l'éducation reçue, les années précédentes, dans les jupes de Marianne ...

Mais pour que ça marche, la réforme appliquée à l'école devra se faire, on n'osait pas le dire, de la cave au grenier. Tout le monde est concerné, mais au tout premier plan, d'abord les professeurs. On s'attachera donc à recruter des professeurs non pas pour l'excellence de leurs connaissances mais pour leurs qualités pédagogiques et leur engagement personnel. Mon professeur de

mathématiques n'avait aucune patience : réputé d'un très haut niveau dans sa discipline (normalement les mathématiques modernes) il terrorisait ses jeunes élèves en leur frappant la tête contre le tableau. La situation s'étant aujourd'hui plutôt inversée, on s'efforcera d'abord de dissuader les élèves d'en faire autant. Mais l'école n'est pas une sinécure et savoir enseigner n'est pas à la portée du premier diplômé venu. On ne recrute pas un pompier si il a peur du feu. La meilleure façon d'inspirer le respect ainsi que l'envie d'apprendre sera de recruter des professeurs (et un encadrement tout autour) capables d'instruire, d'éduquer, d'insérer. Proportionnellement à la société d'aujourd'hui, contrats d'embauche et règlement d'établissement à l'appui.

Toutes les bonnes volontés, en première ligne des difficultés de l'époque, savent que si l'on veut que ça change c'est par l'école, reflet exact de la société, qu'il faut commencer. Une école exemplaire qui voudra former plutôt des citoyens solidaires que des protestataires chevronnés[16].

On le voit, plus qu'un grand chantier ainsi qu'on l'évoquait plus haut, c'est une révolution ! Poursuivons l'utopie. On engagera en France un pantagruélique « new deal » qui l'un après l'autre changera tous les secteurs de la société. L'école dont la mission est de former les nouvelles générations est le socle de ce changement, mais rien ne pourra se faire sans une rénovation d'ensemble qui s'adressera au cœur et à la raison, c'est à dire en appellera au sens des responsabilités tout en changeant progressivement les mentalités. Tout ce que le pays comporte d'institutions et d'administrations sera mobilisé. Davantage qu'un devoir de réserve, il faudra s'engager quand on y prend un emploi à servir déontologiquement son pays et donc à servir aussi, puisque c'est le métier qu'on a choisi, son public[17].

On sait encore à quoi sert aujourd'hui une armée et on sait sur quels slogans les militaires sont recrutés. C'est un peu plus nébuleux concernant la police, vu tout ce qu'on lui fait faire aujourd'hui. C'est totalement obscur s'agissant des autres administrations. Là, tout ce qu'on en sait, c'est qu'on y fait carrière. Une vraie démocratie respectueuse du peuple s'appliquera à redonner du sens au mot service public. Ceux qui y sont employés, les juges, les professeurs, tout le personnel des administrations institutionnelles ont été employés (via les intermédiaires que sont l'Etat, les collectivités locales etc.) par le peuple pour servir le peuple, c'est à dire, à tout le moins, pour être utile au bien commun. Force est de constater que cette définition première est tombée dans l'oubli. La

mission a été largement dévoyée et syndicats en rempart, la fonction publique depuis longtemps roule d'abord pour elle-même. Et pousse même la logique, au vu et au su de tous, jusqu'à y faire travailler des gens pour rien (redondances de postes, procédures inutiles et luxuriantes, voies de garage, mises au placard…)

Il faut revenir aux fondamentaux, qui stabilisent une société, en redonnant du sens aux mots. Et d'abord à celui-là : service public ! Alors le goût d'être citoyen français reviendra. Ce n'est pas une question de moyens, juste une question de conceptions. Diffuser des conceptions plutôt que se battre pour toujours plus de moyens c'est ce que ne font pas les syndicats, depuis longtemps attachés au quantitatif plutôt qu'au qualitatif. Le plaisir du travail ainsi a disparu. Des enquêtes récentes ont confirmé qu'un travail qui permet l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée correspond au premier critère de satisfaction, avant la rémunération et même la sécurité de l'emploi. Bien sûr, on ne vit pas pour travailler et derrière « vie privée » on trouve famille, hobbies, jardin secret … Mais on ne peut vivre sans travailler et comme la vie est longue, mieux vaut n'en pas souffrir. Il faut donc « s'attaquer » au travail pour donner à chacun le goût de son travail plutôt que l'envie de s'en échapper. Non par l'égalité mais par l' « ego », donc l'idée que l'on se fait de soi quand on est au boulot ; boulot dont on comprend le sens, l'intérêt, et même la nécessité, quel qu'il soit. Sinon d'ailleurs, qui vous paierez pour le faire ?

Il n'y a pas de sot métier et toujours des raisons d'aimer ce que l'on fait. C'est une question de tournure d'esprit, la sienne et celle des autres autour. C'est une question de mentalités, une autre façon de travailler, une autre façon de vivre. Or, s'il n'y a pas de sot métier, il y a par contre beaucoup d'emplois déresponsabilisés où l'on fait « ses heures » agrippé au calendrier des vacances, des RTT et des ponts de l'année et sans quitter des yeux sa montre. De laborieuses négociations ont ainsi permis d'aboutir à cet accord « exemplaire » où chacun travaillerait tout au long de l'année une minute de plus par jour plutôt que de donner à la solidarité nationale un jour férié, le jour de Pentecôte, sans salaire. La nécessaire exactitude du train qui le fait partir à la minute près a réussi, hélas ! à mouler ainsi les cerveaux de ceux qui y travaillent. Métiers dépourvus de sens comme autrefois le taylorisme pourtant, à juste titre, décrié. Et comportements archaïques car les temps ont changé, qui donnent non seulement à chacun « l'aplomb » de vouloir vivre bien (exemple : mon coûteux cordonnier qui répond en même temps qu'il m'encaisse qu'il est comme moi, qu'il ne mange pas que du riz) mais aussi les moyens de choisir une autre vie si

son métier ne lui convient pas. Les moyens ! Quels moyens ? Le budget consacré à la Formation Professionnelle ainsi qu'aux nombreuses Administrations-Conseil déployées tout autour est en France considérable. Procédons à son inventaire, et voyons dans le cadre d'un rapport public comment chaque ressource est utilisée et avec quel résultat. La France démocratique y trouvera matière à s'étonner et … à réformer avec, en conclusion, cette bonne surprise que les moyens ne manquent pas et qu'ils peuvent être extraordinairement mieux utilisés.

Les universités, fermées on ne sait pourquoi plusieurs mois dans l'année, ont aussi leur rôle à jouer. Donc, ouvrir grand les portes de ce service public, tout au long de l'année, pour permettre à chacun désireux de s'instruire, à tous les citoyens quelles que soient leurs fonctions et année de naissance, de trouver une « classe verte » prête à les accueillir et à encourager, sitôt qu'il se fait jour, leur besoin d'apprendre et de se cultiver. Et par des cours du soir et par des plages horaires qui puissent s'adapter à toutes les contraintes. Y compris le weekend et même durant l'été, tant est grand le plaisir de pouvoir étudier, tant on aime également partager son savoir et donc l'enseigner. Toutes les ressources doivent être coordonnées et mobilisées pour dispenser le savoir et contourner cet obstacle invisible, dénoncé par Céline, qui fait de la connaissance un bastion bien gardé : « elle est bien défendue la Science ». La grande bibliothèque de l'est parisien n'a pas été construite pour confiner la science et tourner en vase clos. Il faut l'ouvrir aux gens comme un parc d'attraction.

De toutes ces possibilités, de toutes ces évolutions, la France est riche … potentiellement, qui ne manque ni de ressources, ni d'idées, ni de talents. Il lui faut juste changer quelques mauvaises habitudes qu'elles a prises sur le tard et secouer le cocotier non pour chercher la convergence des luttes mais pour trouver la convergence des buts. Ce pays est capable, en dépit de ses luttes intestines et de ses nombreux déboires, de servir un fromage différent à manger chaque jour de l'année, les meilleurs vins et la gastronomie la plus inventive du monde. À croire qu'il était fait pour ça ! Que tous les bons vivants puissent là s'y rassembler ! Mais il est bien davantage et ne manquera jamais de satisfaire les plus gros appétits en quête de savoirs, en étant grand assez pour permettre l'envol de tous les esprits libres.

Occuper le temps libre, égayer l'enseignement et le démystifier pour n'en pas faire surtout cette approche élitiste, austère et bachotique qui n'aurait d'intérêt

que s’il fallait répondre (comme dans les pires fictions) aux besoins d’une caste ou d’une économie où chacun prend son rang selon l’intelligence toujours discutable qui lui est reconnue. Avec pour toile de fond cet unique modèle de « réussite sociale » qui fait rêver les pauvres à la façon des riches qui n’ont comme horizon que le cumul des possessions, une fois ce premier but atteint : mariage, voiture, maison et le gros chien pour la garder. Les individualités et la diversité de leurs motivations (qui changent avec le temps ou la nécessité) sont normalement multiples. Or tout incite à croire qu’on ne peut être heureux qu’en faisant comme tout le monde où le plus haut que soi est toujours imité. Comme s’il n’était au fond qu’une seule façon de vivre, même façon de paraître et même façon d’acheter. Et le strass et le stress, l’un rongeant la pensée, l’autre minant la santé envahissent notre vie dont il ne reste plus qu’un modèle inculqué, un modèle consommé depuis le plus jeune âge, sans qu’on y réfléchisse, en ayant que le temps de consumer sa vie.

L’esprit inventif français doit être remis en liberté, et laissé suffisamment libre pour permettre à chacun de choisir sa vie avec plus ou moins d’argent, plus ou moins de temps, plus ou moins de gens, plus ou moins de villes ou de campagne autour. Selon son propre choix, sa singularité … son anticonformisme. Il est peu d’occasions de voir et d’apprécier cet indéfinissable charme qui fait l’être singulier, sincère par dessus tout, épris de liberté, de spontanéité, curieux de tout savoir et de tout embrasser en suivant ses élans généreusement humains.

Poursuivons, après cette envolée, pardon, qui vient de s’échapper. D’autres choses restent à faire, complémentaires, pour un savoir plus fluide et qui profite à tous, donc plus démocratique. Si les juges, les policiers, l’école sont les trois piliers de la démocratie, la liberté de la presse fera la différence pour une démocratie plus ou moins éclairée. Il se dit que les français passent presque 4 heures par jour devant la télévision. En sont-ils mieux instruits et plus intelligents ? À coup sûr plus inquiets avec cette sinistrose qui habitue les gens à pleurer avant même d’avoir mal. On disait tout à l’heure que les français sont plutôt déprimés qu’heureux. Comment pourrait-il en être autrement ? Après tous ces problèmes singuliers qu’occasionne la démocratie française, si malgré les grèves et les manifestations vous rentrez chez vous quand même pas trop tard et que vous allumez cinq minutes, pour vous instruire, la TV éducative, vous en aurez pour votre redevance : cancer de la peau à vérifier chez le dermatologue tous les ans ; maladie du rein qui ne se déclare qu’au stade terminal et pour laquelle vous devrez vous plier à une dialyse 3 fois par semaine (car il n’y a pas

de donneur d'organe), donc à vérifier également chaque année ; dégénérescence du grain de beauté qui devient mélanome, à vérifier tout aussi régulièrement. Plus prévention du cancer du colon, du sein … Plus ne pas fumer, ni boire plus de 2 verres de vin par jour au maximum 4 jours par semaine (mais de toute façon, selon l'étude, c'est encore trop.) Bon sang ! Combien de déprimés pour une vie sauvée ? Qui à leur tour s'exposent aux maladies que, selon les mêmes études, le stress provoque …

Outre ce savoir préoccupant sur des maladies qu'il n'a pas, le téléspectateur haletant subit, comme malade sous perfusion, le gavage de l'information continue. Présenté comme un progrès permettant à tout instant de disposer des nouvelles les plus fraîches sur la marche du monde, cet immense filet pour capter l'attention est lancé par différentes chaînes qui s'affirment concurrentes. Passer de l'une à l'autre laisse perplexe, seuls le sourire aiguille et la jaquette sans manche faisant la différence tandis que nombre de sujets sont passés sous silence et d'autres abusivement amplifiés. Ces chaînes tournent en boucle dans les bistrots de France avec cette stratégie commune de tirer constamment sur le pouvoir en place, 80% des français s'en trouvant satisfaits, le pouvoir on le sait ne satisfaisant pas le reste. Elles se posent ainsi en arbitre omniscient qui, au-dessus de la mêlée, battent et rebattent les cartes de la fashion du jour, pour mieux distribuer les rouges qui font marcher le commerce de leur applaudimètre. Il résulte de ce théâtre quotidien une information utile très courte entourée de blablas et surtout cette idéologie d'un journalisme « bobo-homo-écolo-fémino » persifleur, satisfait de son sort et du droit qu'il s'assigne d'interpeller quiconque du haut d'on ne sait quel diplôme, quel savoir, quelle vertu. Et du haut finalement de cette arrogance dont l'exemple se propage pour répandre sur la France ce climat d'irrespect et de suspicions, de troubles et de confusion permanente où tout se jauge, se vaut ou s'équivaut. Nonobstant d'un côté le pouvoir en place et en charge des responsabilités et de l'autre un pays figé qui fuit ses responsabilités. Et qui oublie ou méconnaît ce principe que le fauteuil fait l'homme et que l'humain peut atteindre des sommets tandis qu'il s'investit, porté par le courage ou mû par la passion. Etre alors différent, mériter le respect.

La France d'aujourd'hui, malade imaginaire de toutes ces maladies qu'on a rappelées plus haut (et qui de surcroît manque de médecins et d'infirmières …) est sur-mal-informée par une équipe télé entraînée à se rendre indispensable, et qui sort par la porte, et qui rentre par la fenêtre, quand on en cherche une autre car les différentes chaînes sont un grand vase communiquant offert à tous les

recyclages ou perspectives de carrière de ceux qui y travaillent. Dont on ne sait d'ailleurs pas comment ils sont arrivés là.

La seule façon d'échapper à cet empoisonnement est de ne pas allumer sa télé. Ainsi, après avoir été privé de train, d'avion, de cours ou d'examens, et même de voiture autorisée à circuler (les jours de pollution mais pas les jours de grève pourtant aussi dévastateurs que l'anticyclone des Azores), on n'aura pas non plus de télévision ! Tout en continuant avec civisme, et même fraternité, à payer la redevance, prélevée par l'impôt …

On forme toutefois le vœu, dans notre petit projet d'un pays rénové, que la télévision, leader incontesté de l'opinion publique, affiche sa transparence, son exemplarité, nous montre ses dessous et dévoile ses intrigues et surtout, nous rassure sur le cahier des charges qui régit la fonction et garantit l'objectivité de l'information. Mais il faudra d'abord surmonter l'obstacle des cris d'orfraie suscités par ce qui sera aussitôt dénoncé comme relevant d'une « incroyable atteinte à la liberté de la presse » et péjorativement qualifié de poussée populiste. C'est quoi au fait le populisme ? « Doctrine littéraire et artistique qui réagit contre la psychologie bourgeoise et mondaine et s'attache à l'expression de la vie et des sentiments des milieux populaires » écrit le dictionnaire (Lexis Larousse).

Français, après tous ces efforts qui dans le cadre du grand chantier auront été accomplis sous vos yeux ébahis, à vous maintenant … de vous améliorer ! Car il faut faire amende honorable. Ce bon peuple, ce « gros populas » que décrivait La Boétie (« C'est le naturel du populaire qu'il est soupçonneux à l'endroit de celui qui l'aime et simple envers celui qui le trompe ») n'est pas non plus parfait. Mais il le sait et ne demande qu'à changer pourvu qu'on lui montre l'exemple. Les expériences sans concession de Stanley Milgram[18] nous ont récemment remis en mémoire que « les trois raisons principales qui motivent le comportement de l'individu sont d'abord ses intérêts personnels, ensuite la peur d'encourir les sanctions, enfin la crainte de voir sa conduite blâmée par ses pairs. » Stanley Milgram écrit aussi : « je crois que les gens devraient faire un effort de réflexion pour mieux se connaître et définir la nature de leur relation aussi bien avec leur milieu immédiat qu'avec leurs semblables en général.»

Ne ratons pas ici cette occasion unique de nous remettre en cause. Equité, impartialité, probité, sincérité définissent la droiture dans tous les dictionnaires, pas le contemporain tant il a pour lui-même de grandes complaisances. Mais

pourquoi serait-il, surtout en république, « plus royaliste que le roi » quand il croit que partout la société transpire de sa malhonnêteté ?

Ô combien de larcins, ô combien de fredaines ... se trouvent dissimulés derrière la tête haute de tant de gens honnêtes ? Plutôt que d'être honnête, il importe avant tout de n'être pas pris en faute et voler son voisin, s'il vit deux rues plus loin, n'est presque plus coupable. Si voler reste honteux, le recel ne l'est pas et l'on fait bon ménage avec sa conscience tant que le jugement des tiers et des autorités ne vient pas s'en mêler. La « faim » justifie les moyens ? De viles débrouillardises en voitures embouties sans laisser son adresse, « pas vu pas pris » est la seule garantie qu'offre le genre honnête. Et les grands sentiments, plutôt que glorifiés, sont avant tout moqués : « la vie c'est autre chose que ce qu'on lit dans les livres » et mieux vaut être malin que le benêt du coin ! Ainsi, minimisant son propre rôle, l'individu oublie l'influence qu'il exerce sur les autres, ses enfants, sa famille, son cercle d'amis, le quartier où il vit et la société en général puisque celle-ci dépend pour une large part de tous les comportements individuels qui s'y pratiquent. Sans parler du travail où l'on voit souvent fonctionner le piston, les petites faveurs, le copinage, le népotisme avec ce résultat que le relationnel l'emporte sur le travail utile ou sur le travail bien fait.

Ce « con » conspue provient toujours d'ailleurs … et toujours dans l'œil de son voisin « la paille est plus grosse que la poutre qu'on a dans le sien ». Elle est ancienne la terrible parabole de Sodome et Gomorrhe où Dieu détruit la ville dans laquelle Abraham n'a pu trouver dix justes. Elle ne fait plus trembler personne. Pourtant si la parole du bon samaritain (l'école) ni l'exemplarité (l'honnêteté) ne peuvent restaurer la cohésion sociale, si notre démocratie ne peut donner cette conviction que tout ce qui s'obtient, bon ou mauvais, est juste et mérité, si notre Etat de droit ne sait ni éduquer ni mettre en prison, alors on peut craindre l'avenir, d'abord pour nos enfants, si en plus on ajoute le problème climatique et le poids de la dette.

Aucune loi ne fera à notre place la « révolution des « caboches », ni cette prise de conscience qu'on est tous responsables de tout. Mais on est loin du compte et la démocratie, elle-même, loin de ses objectifs. La représentation du peuple par des élus exprimant la voix de la majorité est aujourd'hui restreinte aux seuls citoyens qui acceptent encore de voter … et aboutit finalement à l'équivalent des démocraties censitaires d'autrefois. Cette démocratie, en manque de quelque

chose et de beaucoup de gens … dure depuis trop longtemps pour qu'on ne s'en émeuve pas. D'autant qu'elle ouvre grand la porte aux contestations des « hors jeu » et … à la révolution permanente. Cette anomalie se conjugue avec une autre réalité pesante qui, elle, n'a plus rien de démocratique : les arrêts de travail à répétition d'une catégorie de français considérés on ne sait pourquoi comme spéciaux et qui, investis d'un pouvoir dont on ignore les raisons méritantes (mais pas leurs intérêts personnels), décident, selon ce qu'on leur cède ou pas, de la marche du pays en bloquant les transports. Alors et comme jadis sous les classes dominantes, les décisions sont prises non pas en fonction de l'intérêt général et selon la majorité des voix mais en fonction de la loi du plus fort ou du plus influent. Les syndicats qui suscitent et portent ces mouvements qui, comme autrefois les hordes, mettent la France en déroute n'ont eux-mêmes rien de démocratique. Leur représentativité est nulle face à la totalité des français tandis que leurs revendications, que seul l'impôt supplémentaire peut satisfaire, vont exactement à l'encontre des intérêts de la population. Le corporatisme impose ainsi ses privilèges sans avoir démontré ni sa légitimité ni sa performance puisqu'il ne constitue en rien un modèle économique réussi vers quoi les autres pourraient tendre. Bien au contraire puisqu'il vit sur leur dos. Très injustement, ce sont en effet les exclus de ce champ d'avantages indus à qui revient la charge de les financer du fait des arrêts de travail exercés tyranniquement contre eux. Comme autrefois les tyrans imposaient leur diktat et leurs prélèvements…

La solution insoluble qui, tirant vers le bas, résulte de cette curieuse alchimie est un précipité de démocratie où le pouvoir, démocratiquement élu, ne l'est pas, du fait de l'abstention, où tous les corporatismes et pré-carrés de France convergent vers ce selfie qu'il ne faut rien changer qui puisse les atteindre, où le « gros populas » lui-même administré par le système encarté des télévisions et journalistes n'y voit que du feu, où toute une autre France différemment emmaillotée s'efforce quant à elle de tirer ses marrons … du feu et où le principe constitutionnel rend inattaquable tout ce qui fait grève, proteste et manifeste au nom du peuple français, qui, lui, depuis longtemps, n'y est plus pour grand chose. Rendu encore plus impuissant face à cet alibi.

Lors, la boucle est bouclée : le peuple … depuis sa servitude volontaire … a tous les droits mais n'en exerce aucun tandis qu'il est contraint, conséquence du tout, à toujours plus d'impôts. Seuls les corporatistes et seuls les pré-carrés préservent leurs intérêts. Là, même les plus cons l'auront compris, on est dans un système où la démocratie … et la fraternité, c'est fait pour faire joli.

Français, indignez-vous ! La vraie démocratie passe par la porte étroite de l'écoute, du partage, de l'expression majoritaire et des raisonnements simples. Justement simples. Des élections et des élus, pas des mots d'ordre et des arrêts de travail, décident de la marche du pays, les juges sont objectifs[19], l'école affirme le modèle de la république au lieu d'être un modèle pour la contestation, la police est recentrée sur ses missions, les clubs de journalistes (publics) qui caquètent ou pérorent plutôt que d'informer sont dissous. Et la constitution revue.

Pour clore ici ce long chapitre sur la fraternité, revenons quelques secondes aux femmes dont le poids pèse aujourd'hui beaucoup plus que la moitié du genre humain français. Contrairement à certains pronostics, leur émancipation, la libéralisation de leur intelligence réputée plus sensible, leur entrée massive en politique du fait de la parité n'a rien apporté de plus à la fraternité. Toutefois, ne désespérons pas. Il suffit de savoir comme il faut l'aborder, d'aller lui demander, et le plus mauvais bougre a du cœur à donner. Au moins donner un peu s'il lui en reste assez … si ça lui semble juste.

De revenir aux femmes, c'est du coup l'occasion d'évoquer 68, qui fête son demi siècle et les a bien aidées. Véritable rampe de lancement, cette révolution libérale a sans jeu de mot (quoique …) mis en orbite l'égalité homme/femme et favorisé partout en occident l'égalité des sexes. Elle a même réussi à prendre au piège les plus récalcitrants machos séduits par ce slogan servi en parodie : « libérez les femmes qu'on rigole un peu ». Pari perdu ! Depuis, les femmes rigolent mais la plupart sans eux.

« CRS = SS ». Ils étaient graves les mecs. « Sous les pavés la plage », ça par contre, c'était une belle trouvaille, une jolie formule mais qui ne justifie pas l'acte imbécile, devenu tradition en France, de passer ses weekends à lancer des pavés.

1968 est une contradiction (« interdit d'interdire ») dont on peut dire tout et son contraire sans pouvoir en nier l'effet révolutionnaire c'est à dire le changement de société qui en a résulté.

Par amusement, cette époque s'y prête, on pourrait d'abord y voir la consécration du mariage de la carpe et du lapin avec le « moi » d'un côté et de l'autre « mao », c'est à dire le développement concomitant de l'individualisme et de la pensée collective, elle-même rendue populaire par le « petit livre rouge »

de Mao Tsé Toung très diffusé en occident à partir de 1968.

Contradiction et libération. Il y eut l'avant 68 et il y eut l'après avec, dès 69, l'amour, à faire différemment, à libérer d'urgence (d'où supplémentairement la référence au lapin, emblème de l'amour libre.)

Et la parole aussi, à libérer sciemment, pour mieux juger de tout sans s'excuser de rien et libérer son « moi » : il n'y a plus de question sotte ni de sujet tabou et tout ce qui est « coincé » doit être libéré. Quelle logorrhée depuis avec cette indécence « con » a maintenant de tout se dire, de tout se raconter, et d'être content de soi, d'être gros, d'être moche, d'être con, d'être unique avec ses deux mains prolongées de ses 10 doigts !

Dans la foulée aussi de ce mouvement subversif, beaucoup de contestations et quelques bonnes idées qui, portées par des livres, deviennent des pensées : « Le livre de l'oppression des femmes », « les dossiers noirs de la police française », « Jonathan le goéland », « Le principe de Peter » sont quelques références. Des idées que des films ont portées à l'écran avec cette facilité qu'a le cinéma, grand manipulateur lui aussi de l'opinion publique, pour illusionner. « Dupont la joie » (d'Yves Boisset) en France a marqué les esprits avec malheureusement, 50 ans plus tard, l'effet inverse à celui recherché : ducon-la-joie se sent maintenant partout chez lui, selon ce principe qu'il proclame haut et fort « con » est en démocratie. À quand un film qui montrera, pour rééquilibrer le balancier, comme le monde a changé et la France disjoncté ?

Et l'école ? L'école aussi s'est transformée sous l'influence de cette ambition que portait 68 : développer l'esprit critique, affranchir l'être humain, en faire quelqu'un qui pense et réfléchisse par lui-même. Jules Ferry, avant, autrement, l'avait voulu aussi : « la critique du jugement est l'impératif premier de toute pédagogie de la liberté » mais ce principe, comme sa phrase, depuis que l'homme existe est tellement compliqué qu'il nécessite sans cesse d'être expliqué ... et surtout bien encadré.

Finalement merci 68 parce que « c'est comme ça, un point c'est tout » serait un argument difficile à tenir de nos jours ? Pas sûr ! Le ton a changé, mais peu la repartie. « C'est comme ça, tu dois le comprendre » ne convainc pas davantage[20].

Comprendre quoi d'ailleurs ? Le pouvoir est autarcique mais cède devant la mêlée pour éviter que ne s'enflamme un pays non pas au bord de la guerre civile

mais de la dépression nerveuse, et fait peser sur la France de demain, celle de nos enfants dont on dit craindre par ailleurs de leur laisser une planète invivable, l'incurie et le poids de la dette. Le déficit français plombera leur existence. Pas de quoi être fier, ni des uns ni des autres dans cette France d'aujourd'hui, qui navigue à vue et dépense l'argent qu'elle n'a pas, comme un père s'endettant sur le dos de ses enfants. Imagine-t-on seulement qu'il faille la rembourser, cette dette lourde aujourd'hui de 35000 euros par habitant, si la démocratie, la gouvernance du peuple, venait à l'exiger, au nom de ses enfants ! Qui paierait ? La question résume à elle-seule tout ce qu'on peut attendre de la solidarité et de la fraternité, chacun pensant que c'est à l'autre de payer ce qui pourtant fait vivre ensemble le pays.

Finalement qui décide ? Le rapport de force et … les congés ! Rapport de force entre tous les pouvoirs qui font les « pré-carrés » et veillent au grain, le leur, donc à leurs intérêts et « le gros populas » qui veille à ses congés. Tant qu'il y aura (pour la majorité des français) assez de congés, ce consensus mou agrémenté de fièvres pourra être maintenu et cette prophétie de Tocqueville sur la démocratie non contredite : « une société qui dégrade les hommes sans les tourmenter.»

Le monde est dur, affligeant, à pleurer … surtout si on le prend de haut (« la meilleure chose à faire quand on est dans la vie, c'est d'en sortir » lit-on dans le « Voyage au bout de la nuit » de Louis Ferdinand Céline) ou qu'on le voit d'en haut (Luc Besson et sa jolie rousse extra-terrestre pleurant dans « Le 5ème élément » sur la folie humaine.) Le cinéma est féérique qui dans les pires instants donne matière à rire et même à réjouir, comme Roberto Benigni avec « La vie est belle ». Or, les pires instants, la plupart du temps, c'est à l'homme « con » les doit. Cette ligne là, surtout, ne jamais la franchir. Pour l'instant, c'est bien ce que la France malgré ses turpitudes parvient encore à faire. C'est d'ailleurs ça qu'elle nomme démocratie.

Chanson : Seulange « 1968 »

(écoutable sur youtube)

J'ai mal grandi J'ai mal vécu Dans l'étroitesse de ma rue Où il n'y avait rien pour faire rêver Pas même d'une plage sous les pavés / Pour entendre la

musique dehors On n’avait que le transistor Jusqu’à ce que déferlent les Woodstock Tous les british les amerloques Maintenant c’est toi / Des idées neuves ont circulé Irréversibles inespérées De peace and love et de partage D’enfant sacré et d’amour libre / Contre la violence du fonds des âges On voulait trouver l’équilibre Dans l’indépendance de l’esprit Quitte à braver les interdits Maintenant c’est toi / Derrière toute la provocation C’était une vraie révolution Qui a libéré la parole Et voulu former à l’école Des « Jonathan le goéland » Plutôt que des « Dupont la joie » Donc un esprit entreprenant Au lieu d’un conformisme étroit Maintenant c’est toi / 68 ça nous a donné L’envie de vivre dans l’espace D’une nature respectée Où chacun trouverait sa place Plus « le Principe de Peter » Pour dénoncer l’incompétence C’est normal que ça ait fait peur Mais ça a fait bouger la France

<u>Chanson : Seulange « Revenant sur nos traces »</u>

<u>(écoutable sur youtube)</u>

Vivre dans l’espace De tes bras serrés autour de moi J’ai trouvé ma place Et je vais t’aimer Comme autrefois / Rien jamais n’efface Ce que les hommes souffrent depuis tellement longtemps Et c’est sur leurs traces Qu’il faut marcher contre les marchands / Face au temps qui passe Rester solidaires Savoir pourquoi L’on veut être heureux En vivant sur Terre comme d’autres autrefois / Rien jamais ne lasse Quand on prend le temps De vivre et d’écouter la vie Je bois dans tes yeux L’éternel regret des jours enfuis

-

ADDENDA

Est-t-il vraiment utile de rapporter ici tout ce que l’administration occasionne de misères ? Celui qui me lit en sait autant que moi et n’ignore pas qu’il y a, loin des barricades, régulièrement beaucoup de raisons d’en protester. L’administration est le quatrième pilier de la démocratie, plus ou moins accomplie selon les règles et procédures qui en émanent, selon le degré d’investissement responsable de tous ceux qui y sont employés et … qui font la pluie et le beau temps de tous les administrés.

Notes

[←1]

De deux choses l’une : ou les terroristes sont de mèche avec la sncf et n’ont pas voulu gâché la fête (pardon, la grève) ou les renseignements généraux ont mis les bouchées doubles à cette occasion là

[←2]

En Ile de France mais pas que, on ne peut se rendre au travail sans le service public des transports publics. Ce mode urbain a été politiquement décidé et économiquement imposé, le prix de l'immobilier repoussant toujours plus loin de l’endroit où l’on travaille le rêve de la petite maison-jardin. La chasse aux autos renforcée aujourd’hui par les inquiétudes écologiques renforce la nécessité de pouvoir disposer de transports publics fiables tout au long de l’année. Sauf aveugle (et tyrannique) idéologie, on ne peut exiger d’un côté sans donner les moyens de l’autre

[←3]

On verra plus loin, en cheminant lentement car dès qu’on parle d’école on marche sur des œufs, comment et pourquoi il faut de toute façon repenser l’école, de la cave au grenier

[←4]

« L’enfant et la vie familiale sous l’Ancien Régime », Philippe Ariès

[←5]

Défini comme l’attachement à la république et aux opinions démocratiques

[←6]

Ce qu’on appelle l’apprentissage persiste, dans ce pays qui ne jure que par les titres et diplômes de l’enseignement général et supérieur, à plomber le parcours de ceux qui s’y engagent. Stupidement

[←7]
pays qui gèrent la prostitution plutôt que de la proscrire

[←8]

Mot de Nancy Huston « Reflets dans un œil d’homme »

[←9]

Une femme n’est pas galante et ça n’a pas lieu d’être. C’est l’artifice de l’homme, qu’on aime ou qu’on n’aime pas, l’équivalent du paon, sa plume naturelle. Les féministes n’aiment pas qui n’aiment pas non plus, cette fois on les approuve, les rustres. Si ce n’est pas logique, c’est … idéologique. CQFD

[←10]

Manifestations de rues, grèves des transports, blocage des routes, occupation des universités et même plus récemment, pour encore plus d'audace … la grève des correcteurs et la confiscation des copies

[←11]

ce qui fait penser à cette idée que Marguerite Yourcenar met dans la tête de l’empereur Hadrien que « toute loi trop souvent transgressée est mauvaise : c’est au législateur à l’abroger ou à la changer de peur que le mépris où cette folle ordonnance est tombée ne s’étende à d’autres lois plus justes » (Mémoires d’Hadrien)

[←12]

ou tester le con, ça marche dans les deux sens

[←13]

par exemple, la rentabilité des jeux olympiques est loin d’être démontrée, les derniers en date ayant toujours coûté beaucoup plus que rapporté. Quant au G7, c’est encore plus douteux

[← 14]

Le nombre de « familles monoparentales » n’a pas cessé d’augmenter. Que sait-on sur leurs causes et leurs effets ? Rappelons d’abord que la médiation familiale (l’échange et la parole étant encadrés par ces structures spécialisées qu’on trouve partout en France) a vocation à restaurer le couple avant qu’il ne divorce. Elle devrait être encouragée et même obligatoire avant toute décision sur la garde des enfants. Rappelons aussi que ces « familles sans père » seront bientôt augmentées par la PMA des couples homosexuels féminins alors qu’on ne sait rien de ces transformations de société, les enfants privés de père, les enfants « nés médicalement », puis avec la GPA à venir, les enfants qui auront grandi avec une telle singularité. L’intérêt de l’enfant à naître devrait prévaloir sur tout. À tout le moins, les précautions des procédures d’adoption devraient être prises.

[←15]

Les citoyens doivent concourir au bien-être commun en s’entraidant fraternellement les uns les autres

[←16]

Un emploi sur cinq est en France un emploi de fonctionnaire. Les fonctionnaires qui sont beaucoup mais quand même cinq fois moins nombreux que les salariés du privé font deux fois plus grève que les salariés du privé. Parmi les fonctionnaires, les enseignants sont ceux qui font grève le plus souvent. Deux grèves sur trois leur sont dues. Ces enseignants éduquent nos enfants. La France avec 125 jours de grève par an dus à ses enseignants est loin devant tous les autres pays européens (40 jours en moyenne).

[←17]

On mettra plus loin en addenda, pour ne pas alourdir ici notre propos déjà très exposé aux critiques pour cause de populisme aigu, quelques exemples des égarements de l’administration française

[← 18]

Psychologue et auteur d’une étude sur le comportement des gens face à l’autorité établie (les 2/3 étant enclins à lui obéir aveuglément), Il en a fait un livre : « Soumission à l’autorité »

[←19]

une personne est objective selon le dictionnaire (Lexis Larousse) si elle ne fait pas intervenir d’éléments affectifs, personnels dans ses jugements

[←20]

« Ce qui ne peut se faire par la raison ne se fait jamais par la force » arbitrerait ici Montaigne.